

COMMUNISME

GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

CATASTROPHE CAPITALISTE *et* LUTTES PROLETARIENNES



- LA RÉCONCILIATION DÉMOCRATIQUE
- HALLABJA EN RÉVOLTE CONTRE TALABANI

Organe central
en français
du
**Groupe
Communiste
Internationaliste**

Au lecteur

Camarade, une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution, soit pour améliorer le contenu et la forme de cette revue (en envoyant des informations, des publications de groupes ouvriers, des analyses de situations, etc.), soit pour améliorer sa diffusion (en faisant circuler chaque numéro parmi le plus grand nombre possible de lecteurs, par de nouveaux abonnements, en suggérant d'autres moyens ou lieux de distribution, etc.), constitue une action dans la construction d'un réel outil international de la lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux. Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie du patrimoine de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les...

Notre plus chaleureux salut communiste, notre appui inconditionnel à tous les prolétaires qui luttent pour affirmer nos intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre la bête capitaliste, contre son Etat, contre les partis et syndicats pseudo-ouvriers qui en perpétuent la survivance. Forgeons ensemble le parti communiste mondial dont notre classe a besoin pour abattre le monde de la marchandise et instaurer une véritable communauté humaine.

Pour nous contacter, écris à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 33
Saint-Gilles (BRU) 3
1060 Bruxelles
Belgique

<http://gci-icg.org>
email: info@gci-icg.org

S O M M A I R E

Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes 1

Nous avons reçu et nous publions

La réconciliation démocratique (Argentine) 34

Hallabja en révolte contre Talabani 35

Nouveau site du GCI

<http://gci-icg.org>

email: info@gci-icg.org

**En couverture et en troisième de couverture,
dessins réalisés par**

Erik Drooker

<http://drooker.com>

AVERTISSEMENT

Nous tenons à remercier Madame B. Vandomme qui, en tant qu' «éditeur responsable», nous permet de publier et de diffuser régulièrement et légalement notre presse. Nous tenons cependant à préciser que cette personne n'est pas politiquement responsable du contenu des articles et positions défendues dans notre presse. D'autre part, si nos articles ne sont pas signés individuellement, cela signifie -contrairement au vedettariat bourgeois- que leur responsabilité et leur production sont le résultat d'un travail collectif.

La rédaction

CATASTROPHE CAPITALISTE et LUTTES PROLETARIENNES

La «Petite balade sous le soleil noir du capital» que nous avons publiée dans notre revue en français *Communisme* n°59 (octobre 2007) -et que nous appellerons dans la suite l'éditorial de cette revue- a suscité bien des réactions et discussions. Le principal problème critiqué est, avec raison, son manque de distance vis-à-vis de l'ouvrage de Mike Davis *«Le pire des mondes possibles»*¹ duquel nous avons tiré nombre de données et reproduit de longs extraits. Par ce biais, se sont évidemment immiscés quelques aspects de l'idéologie de l'auteur que nous ne partageons pas et face auxquelles nous n'avons pas explicité nos divergences. On peut citer, par exemple, en ce qui concerne le Brésil ou l'Argentine, le fait d'attribuer le nettoyage des quartiers populaires exclusivement à la «junte militaire» alors qu'en réalité cette politique a été menée,

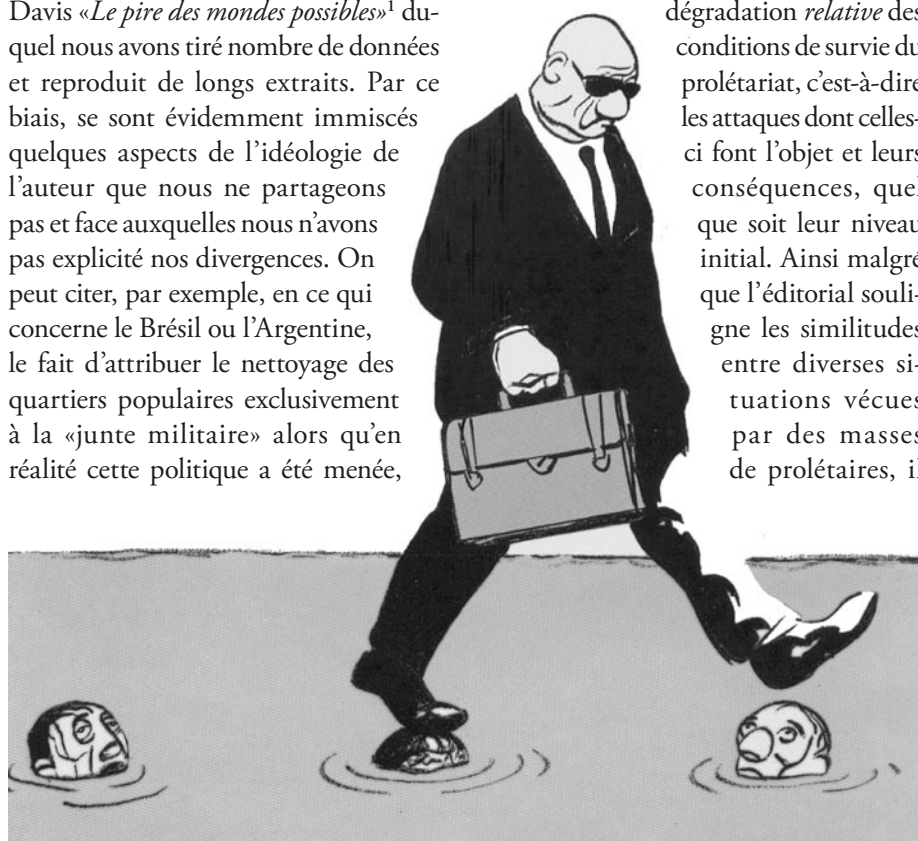
avec une continuité exemplaire, par tous les gouvernements successifs depuis des décennies. De manière plus générale, force est de reconnaître qu'en se basant essentiellement sur l'ouvrage de Mike Davis, l'éditorial a largement focalisé son attention sur les cas de pauvreté *absolue* les plus extrêmes, marginalisant de ce fait l'importance de la

dégradation *relative* des conditions de survie du prolétariat, c'est-à-dire les attaques dont celles-ci font l'objet et leurs conséquences, quel que soit leur niveau initial. Ainsi malgré que l'éditorial souligne les similitudes entre diverses situations vécues par des masses de prolétaires, il

n'insiste pas suffisamment sur l'inévitable exacerbation de la misère relative généralisée comme limite générale de la société bourgeoise.

Dans tous les cas, l'éditorial aurait au moins dû entreprendre une réflexion critique sur les limites de la principale source utilisée, marquer la distance voire l'antagonisme entre certaines positions de l'auteur et notre propre cadre, comme nous l'avons déjà fait d'ailleurs à propos de ce même auteur -Mike Davis- lorsque nous nous référons largement à son ouvrage *«City of Quartz»* pour écrire notre texte sur les prisons aux USA, paru dans *Communisme* n°50 de juin 2000. Voici cette réflexion :

«La plupart des informations que nous donnons ici à propos de Los Angeles sont tirées de «City of Quartz (Los Angeles, capitale du futur)» de Mike Davis, Editions La Découverte (1997), chapitre 4, «La forteresse L.A.». L'auteur donne énormément d'informations permettant de cerner la réalité des classes sociales et du capitalisme aux Etats-Unis, mais il retombe dans le réformisme le plus plat dès qu'il s'agit de mener une action concrète (ce qui montre également les limites de la compréhension qui entoure la description de cette réalité sociale). Mike Davis fait entre autre cam-



1- Éditions La Découverte, 2006.

pagne pour une proposition de loi prônant l'organisation d'une force de paix urbaine -des flics- destinée à aider et superviser un processus de trêve entre les gangs à Los Angeles! Preuve une fois de plus que le maximum d'originalité dont soit capable le réformisme aboutit immanquablement à la revendication de nouvelles forces de police.»

Au-delà des problèmes que nous venons de clarifier, il est également évident que le rapport entre la dégradation des conditions de survie des prolétaires et ce qui nous intéresse en premier lieu, c'est-à-dire la révolution, n'est nulle part vraiment explicité dans notre précédent éditorial. Le prolétariat comme sujet de la révolution n'y surgit qu'au travers de la citation finale de Pannekoek. Bien qu'elle exprime l'abc de notre programme, le lien entre l'approfondissement des crises, le développement des luttes du prolétariat et l'écroulement du capitalisme y est posé de manière trop générale, valable pour toutes les époques, et ne peut rendre compte de ce que la situation actuelle du capitalisme a de particulier. Reprenons les conclusions qui précédaient cette citation dans notre dernière revue :

«Tout au long de cette balade sous le soleil noir du capital, nous avons tenté d'aborder la catastrophe capitaliste sous l'angle du vécu quotidien du prolétariat à travers toute la planète en donnant une série d'exemples concrets. Cela nous semble important de mettre une réalité sur des mots et de ne pas se contenter d'énoncer simplement ce qui est. Cette catastrophe est si profonde aujourd'hui qu'elle est devenue immédiatement palpable, visible et se condense dans tous les aspects de la vie des prolétaires; dans le travail en premier : jamais il n'a été aussi pénible, destructeur et aussi peu rémunérateur. La nourriture ensuite, toujours plus dégradée et contaminée à un tel niveau qu'elle tue autant, si pas plus, qu'elle ne nourrit. Les conditions d'habitat elles aussi, ont sans doute atteint des niveaux de mer-

dification inconnus jusqu'à présent, nous les avons longuement décrites. Les maladies encore, toujours plus virulentes et massives, détruisant, broyant des milliers de vies. Les guerres aussi, toujours plus généralisées et destructrices. Le biotope enfin, qui sert de cadre de vie pour notre espèce, toujours plus dégradé, toujours plus dangereux, toujours plus empoisonné... annonçant pour les décennies qui suivent la possibilité même de sa disparition provoquant la fin de tout ce qui vit à la surface du globe. Bref, le capitalisme de manière visible et palpable se présente pour une masse croissante de prolétaires à travers le monde pour ce qu'il est: une



véritable apocalypse, un enfer. On pourrait allonger à l'infini sa description pour en arriver aux mêmes conclusions, le capital a fini par exacerber à un niveau inouï la plupart de ses propres contradictions et surtout la plus essentielle, la production d'une classe sociale pléthorique dont il ne sait que faire face aux nécessités actuelles de sa propre valorisation-dévalorisation. Aujourd'hui, il y a trop de capitaux qui n'arrivent plus à se valoriser, la dévalorisation frappe partout y compris parmi le capital variable, les prolétaires. Et comme Marx le soulignait

dans le Manifeste du Parti Communiste : «Comment la bourgeoisie vient-elle à bout des crises? D'une part, par l'anéantissement forcé d'une masse de forces productives; d'autre part, par la conquête de marchés nouveaux et l'exploitation plus rigoureuse des marchés anciens. Donc comment? En préparant des crises plus générales et plus formidables et en diminuant les moyens de prévenir les crises.»

Paupérisation généralisée, conditions d'exploitation toujours plus dures, épidémies, empoisonnement généralisé de l'air, de l'eau et de la nourriture, famines, généralisation de la guerre... c'est par ces moyens que la destruction massive du prolétariat se produit actuellement. Cette force de travail excédentaire, ce prolétariat en trop, la bourgeoisie arrive encore -pour l'instant- à le contrôler, à le discipliner, à le dresser, à le faire travailler, à le syndiquer, à lui faire accepter sont sort... à le faire crever dans des camps, dans des guerres... mais comme on le constate jour après jour, le processus de valorisation-dévalorisation s'emballé et appelle à de nouvelles guerres, toujours plus grandes, toujours plus puissantes. L'ogre capitaliste vocifère aux oreilles de ses gestionnaires, il a soif, il a besoin de toujours plus de sang, son appétit de cadavres se fait toujours plus démesuré. La mort des prolos excédentaires et la destruction massive de capitaux incapables de se valoriser sont à l'ordre du jour de l'agenda capitaliste pour relancer un nouveau cycle de croissance. Pour le capital, les guerres locales ne suffisent plus, il faut les GENERALISER! Il en va de la survie même du capital».

Comme on le voit, la conclusion insistait sur l'approfondissement inéluctable de la contradiction entre besoins humains et besoins du capital -dont la guerre constitue le moment supérieur- mais n'abordait nullement la question de savoir comment le développement de cette contradiction se concrétise sur le terrain de l'affrontement ouvert entre les classes.

Ce n'est pas que cette question nous eût été étrangère: nous en discutons pour

ainsi dire depuis toujours, non sans polémique d'ailleurs, mais sans aboutir à un matériel spécifiquement publiable. De ce fait, la citation de Pannekoek n'apparaît pas comme le résultat de tout le développement, mais comme une vue de l'esprit ou l'expression d'un désir. En effet, en l'absence d'une explication pertinente, l'affirmation selon laquelle «*l'émancipation du prolétariat par lui-même est l'écroulement du capitalisme*» apparaît comme une formule abstraite et sujette à maintes interprétations. Le lecteur pourrait ainsi en retirer la sensation d'une conception

mécaniciste du processus révolutionnaire, selon



laquelle «*l'entrée en phase de décomposition du capital entraînerait le surgissement de la classe pour soi, d'un véritable «prolétariat révolutionnaire» pur, dépouillé des contradictions qui minaient la classe en soi*». ² Ce genre de vision schématique n'était certes pas porté par notre éditorial mais nous devons admettre qu'en l'absence de toute clarification sur la question de l'écroulement du capitalisme, sur la relation entre conditions objectives et action subjective du prolétariat, l'équivoque demeurait possible.

DESTRUCTURATION DU PROLETARIAT ET IDEOLOGIE

En réalité cette fameuse discussion du rapport entre la catastrophe du capital et sa destruction positive par le prolétariat traverse toute l'histoire de notre mouvement, toute l'histoire du prolétariat révolutionnaire, toute l'histoire du parti. Nous l'avons abordé de différents points de vue depuis que notre groupe existe. Et il est évident que le type de raccourci que nous avons pratiqué dans l'éditorial précédent, entre la constatation de la catastrophe et la révolution, reflète la faiblesse même de notre mouvement et de ses expressions d'avant-garde qui à la fois constatent la profondeur de la catastrophe à tous les niveaux de la vie sous le capital, et le pitoyable niveau d'associationnisme prolétarien, de structuration de la centralisation révolutionnaire au niveau international. Loin de s'amenuiser, la contradiction ne cesse de s'approfondir entre la totale incapacité du mode de production capitaliste à satisfaire les nécessités des grandes masses des êtres humains et l'organisation en force du prolétariat mondial pour détruire cette société. Toute expression révolutionnaire rencontre aujourd'hui cette difficulté réelle à exprimer le rapport entre catastrophe et révolution, entre aggravation des conditions de vie et destruction révolutionnaire de la société actuelle.

Au niveau global, cela s'explique évidemment par toute une série de triomphes idéologiques du capital qui découragent toute association et toute lutte prolétariennes menées sur leurs perspectives propres. Citons quelques lignes fortes :

- L'effondrement du modèle marxiste-léniniste du capitalisme n'est pas vécu par de larges masses comme la mort du stalinisme et de toutes les forces qui soutenaient la contre-révolution léniniste, mais bien au

contraire comme la fin des possibilités mêmes de révolution communiste. Des générations de prolétaires combattifs ont ainsi été gagnées par un profond découragement et par l'acceptation du capitalisme comme seul monde possible.

- L'évidente absence de perspective humaine que nous offre la société bourgeoise n'est donc pas transformée en force révolutionnaire affirmant le communisme comme seule perspective, parce que le communisme lui-même est devenu tout à fait inconnu, voire identifié à une monstrueuse société concentrationnaire qui, loin d'abolir les maux de la société bourgeoise, les portent à leur paroxysme.

- La propagande en faveur du monde de l'argent comme le seul possible perd ainsi son caractère ridicule et sectaire d'extrême-droite pour devenir le pain quotidien implicite de tout discours politique, l'horizon de toutes les discussions de café. Plus encore, pour la première fois dans l'histoire de la société bourgeoise, il devient non seulement crédible mais indiscutable que toute proposition «raisonnable» ne peut être que réformiste.

2- Cette ambiguïté involontaire vis-à-vis des conceptions mécanicistes dans notre précédent éditorial se trouvait encore accentuée par l'utilisation quasi-systématique de l'expression «*décomposition capitaliste*» au lieu du «*pourrissement des contradictions*» que nous utilisons habituellement pour marquer, non pas que le capital se déliterait sous nos yeux, mais bien plutôt qu'en l'absence de développement quantitatif et qualitatif de la lutte prolétarienne, l'exacerbation bien réelle de la contradiction entre besoins du Capital et besoins humains ne fait que se retourner toujours davantage contre notre classe : massacres, guerres, atomisation, exploitation, affamement, •ics, taule, contrôle, empoisonnement généralisé... Il s'agit pour nous d'affirmer comme l'ont toujours fait les révolutionnaires que la catastrophe n'est pas seulement le futur du Capital mais également tout son passé et son présent. Les moments d'accélération de cette catastrophe sont des moments propices à l'éclatement au grand jour de la véritable et seule alternative, à savoir justement entre *catastrophe* ou *révolution*. Ceci ne marque pas la fin de la lutte des classes (comme l'entend la «*décomposition*» au sens mécaniciste) mais au contraire le moment où elle commence réellement à se jouer.

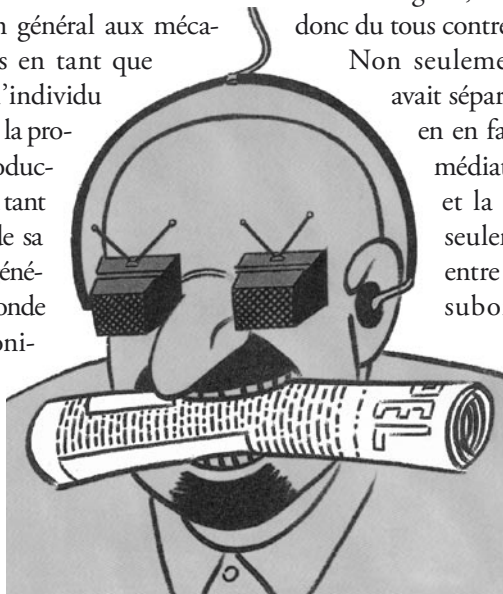
- Tout le spectre politique s'aligne sur ce réformisme omniprésent, «oui, un autre monde est possible» mais c'est toujours celui-ci, remaquillé par tel ou tel changement de personne, par telle ou telle réforme ou autre «taxe Tobin».

- La liberté de choisir, la vie citoyenne, la démocratie, la participation populaire... tout ce qui console et consolide l'individu et les fausses communautés non seulement devient le seul discours admis mais s'affirme en tant que totalitarisme démocratique, excluant et réprimant toute expression de classe prolétarienne.

- L'associationnisme prolétarien lui-même est isolé et condamné en tant que secte par ce totalitarisme démocratique omniprésent. Au lieu de revendiquer un tant soit peu l'organisation, l'association ou même la solidarité entre prolétaires, on se proclame «libre», on se sent «sans entraves, ni contraintes», reproduisant ainsi le discours fondamental de son propre esclavagisme, l'idéologie cruciale de la marchandise et l'État.³

Mais la difficulté générale à exprimer le rapport contradictoire actuel entre catastrophe et révolution s'explique aussi par les mécanismes propres de la reproduction du capital, mécanismes pour ainsi dire *pré-idéologiques* ou, dit autrement, constituant la matière première des idéologies.

- Nous pensons en général aux mécanismes marchands en tant que reproducteurs de l'individu atomisé, c'est-à-dire la production et la reproduction de l'individu en tant que vendeur isolé de sa force de travail, la généralisation dans le monde des intérêts antagoniques entre vendeurs et acheteurs, la production et la reproduction des mécanismes démocratiques eux-mêmes.



- Non seulement ces mécanismes sont à la base de l'isolement et de la mythologie sur la liberté de choisir mais ils sont aussi à la base de la *naturalisation sociale* de l'individu, comme s'il avait toujours existé et devait toujours exister. Cette naturalisation de l'individu consolide la croyance dans toutes les autres naturalisations idéologiques de la société bourgeoise (l'argent, l'État, la propriété privée... pris comme réalités a-historiques) et permet d'exclure, en tant qu'*opposition naturelle*, toute manifestation de la tendance historique du prolétariat à se constituer en parti révolutionnaire, qui, «tout naturellement», sera classée comme sectaire, terroriste, autoritaire, dogmatique...

Le «chacun chez soi» est à la fois produit par l'évolution de la société marchande et produit à son tour des marchandises qui renforcent l'isolement généralisé. Ainsi, si la télévision (et ses compléments que sont la vidéo, les jeux sur écran...) a été un pas décisif contre toute vie associative des prolétaires, la persistante et toujours croissante tendance à la subordination de la vie à l'image et au spectacle continue à s'approfondir. L'actuelle tendance généralisée à la substitution des rapports (encore un peu) réels par des rapports virtuels constitue un autre saut de qualité remarquable dans la production de l'individu bourgeois, du chacun pour soi et donc du tous contre tous.

Non seulement le capitalisme avait séparé les êtres humains en en faisant des individus médiatisés par la propriété et la marchandise, non seulement tout rapport entre humains avait été subordonné à des re-

présentations, médiatisé par l'image, dissout dans le spectacle d'un monde débarrassé de sa contradiction fondamentale,

mais il devient maintenant indispensable pour être admis dans le royaume des rapports «réels» entre individus isolés, d'être l'heureux propriétaire des artefacts technologiques portables (téléphonie, informatique, audio...) éphémères et remplaçables, qui mettent à tout moment et instantanément en communication *le séparé en tant que séparé* (... et le salarié surdisponible pour ses exploiters), qui confèrent à la multitude d'egos malades et angoissés une «place active» dans le monde en fonction de la palette-préfabriquée en masse- de «ses propres choix», et qui sont enfin censés nous faire vivre ces rapports comme s'ils étaient humains.

- Cette «virtualisation» de tous les rapports est produit de l'évolution actuelle du capitalisme, mais simultanément cette virtualisation exige la production et le perfectionnement permanent des marchandises aptes réaliser à la fois la séparation achevée de l'être humain et le lien entre les individus maintenus séparés. Elle constitue ainsi la cerise sur le gâteau de la démocratie⁴, le sommet de l'œuvre historique de la société marchande.

- Ce sont évidemment les conditions idéales pour la floraison de nouvelles fausses communautés dont les individus atomisés voient/vivent la réalisation à travers le triomphe de n'importe quel drapeau : club sportif, nation, ethnie, religion, race...

- L'associationnisme basé sur les intérêts matériels et universels du prolétariat devient non seulement de plus en plus difficile, mais surtout «illogique». Dans

3- Voir notre texte « *De la liberté : La liberté c'est l'esclavage salarié* » dans *Communisme* n°47 (mai 1998).

4- Des camarades nous préviennent que « ces cerises sur le gâteau » ne sont pas les premières et qu'elles ne seront sûrement pas les dernières. C'est vrai, mais il est aussi vrai que toutes les innovations ne sont jamais que davantage de la même chose, que tout « progrès » ne peut être que la version modernisée des mille et une verroteries que les colonisateurs offraient aux indigènes en échange de la liquidation de leur vie.

un monde où est devenu «naturel» le fait de se battre pour n'importe quel drapeau particulariste, il est logiquement «antinaturel» que les êtres humains s'organisent en fonction de leurs intérêts de classe vitaux et universels, a fortiori pour faire une «utopique» révolution mondiale.

- L'inconscience de classe se vérifie quotidiennement. Toute expression prolétarienne rencontre la même incompréhension internationale quand elle n'est pas tout simplement liquidée par la répression accomplie par d'autres prolétaires mis au service d'une police internationale quelconque.

- Bien que tout ce développement de la société bourgeoise ne solutionne aucun problème de la vie des êtres humains sous le «soleil noir du capital», bien que la catastrophe capitaliste ne cesse ni ne cessera de s'approfondir, chaque association de prolétaires qui, à travers le monde, vise à se renforcer, à développer la centralisation, l'internationalisation... vise en somme la constitution du prolétariat en parti, se voit bombardée par tous les mécanismes de liquidation et de recitoyennisation.

Nos camarades, contacts, groupes proches, vivent quotidiennement cette réalité. Nous souffrons dans notre propre chair de cette contradiction brutale entre l'aggravation de toutes nos conditions d'existence et le manque brutal d'associationnisme prolétarien, de conscience et de centralisation de nos forces. Voilà la raison fondamentale pour laquelle il est très difficile d'exprimer actuellement la perspective révolutionnaire.

Ainsi en a-t-il été de nos discussions qui ont mené à l'écriture de notre précédent éditorial : tout en voulant affirmer notre perspective, elles ont montré nos propres faiblesses, c'est-à-dire celles de notre classe et de toutes les minorités révolutionnaires dans la phase actuelle. Elles mettaient en évidence que la question de la perspective révolutionnaire n'est pas plus aujourd'hui qu'hier une question solutionnable par un

quelconque parti ou organisation, de la même manière qu'elles mettaient en évidence que les problèmes que nous subissons aussi dans notre propre chair ne sont pas des problèmes particuliers de notre groupe, ni solutionnables par la simple volonté de les résoudre. Elles nous ont envoyé encore et encore, non à chercher des solutions dans telle ou telle recette sur l'activité ou sur les mots d'ordres à défendre, comme le font tous les opportunistes qui finissent par se faire absorber par n'importe quel programme réformiste et en dernière instance par la citoyennisation et le culte de la liberté individuelle, mais dans les contradictions propres au fonctionnement du capital, dans son incapacité à satisfaire les intérêts les plus élémentaires de l'être humain.

Si notre dernier éditorial avait surtout mis l'accent sur les sommets *-en termes absolus-* qu'a atteints la dégradation des conditions de survie du prolétariat dans le monde (bidonvilisation, intoxication, drogues, atomisation, etc.), il nous paraît important d'insister plus spécifiquement dans ce texte-ci, à la lumière du développement de la lutte des classes en 2007-2008, sur l'accroissement des dégradations brutales *-cette fois en termes relatifs-* des conditions de survie des prolétaires partout dans le monde, quels que soient les niveaux atteints. Ainsi, la dernière flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires s'est directement traduite par une attaque du niveau de vie *-à divers degrés certes-* de l'ensemble des prolétaires dans le monde, n'épargnant même pas les couches les moins «défavorisées». Cette attaque massive et générale du niveau de vie des prolétaires a provoqué, pour la première fois depuis longtemps, une réaction directement mondiale du prolétariat, si pas dans l'homogénéité de ses expressions (ou encore moins dans la reconnaissance de cette unicité par le prolétariat lui-même), du moins dans la simultanéité de la révolte. La

Extrait d'un rapport du FAO (Food and Agriculture Organization)

11 avril 2008, Rome

Troubles sociaux

Les prix du pain, du riz, du maïs et de ses dérivés, du lait, de l'huile, du soja et d'autres produits de base se sont envolés ces derniers mois dans nombre de pays en développement. Et cela, malgré les mesures politiques prises, tant par les gouvernements des pays importateurs qu'exportateurs de céréales, afin de limiter l'impact des cours internationaux sur les marchés domestiques de l'alimentation.

Ces mesures vont des restrictions à l'exportation, aux subventions et réductions tarifaires en passant par le contrôle des prix.

Des émeutes de la faim ont été signalées en Égypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso, en Indonésie, à Madagascar et en Haïti.

Au Pakistan et en Thaïlande, l'armée a été déployée pour éviter le pillage de la nourriture dans les champs et les entrepôts.

«La flambée des prix des denrées alimentaires frappe plus durement les pauvres, car la part de l'alimentation dans leurs dépenses totales est beaucoup plus élevée que celle des populations aisées», a fait observer Henri Josserand du Système mondial d'information et d'alerte rapide du FAO. (...)

simplification des contradictions dont ont toujours parlé les révolutionnaires a ainsi opéré un pas gigantesque. Il nous paraît important de nous arrêter quelque peu sur ces événements, ainsi que sur les forces déployées par la classe dominante pour endiguer et cacher ce processus.

**QUELQUES ÉLÉMENTS
SUR LES LUTTES ACTUELLES
DE NOTRE CLASSE ET SUR LA
MANIÈRE DONT NOS ENNEMIS
CACHENT LEUR UNICITE
ESSENTIELLE.**

À défaut de pouvoir occulter purement et simplement les diverses réactions de notre classe dans le monde, les médias bourgeois s'attachent à remplir leur rôle de garde-chiourme de l'ordre capitaliste (la presse marxiste-léniniste s'acquittant comme d'accoutumée de cette basse besogne avec un zèle remarquable) en les présentant comme des mouvements totalement étrangers les uns aux autres, de nature et d'origine différentes. Là où nous voyons différentes expressions d'une même réaction fondamentale du prolétariat face aux attaques, au sens le plus large, de leurs conditions de survie (exploitation, salaires, guerres, déportations, répression,

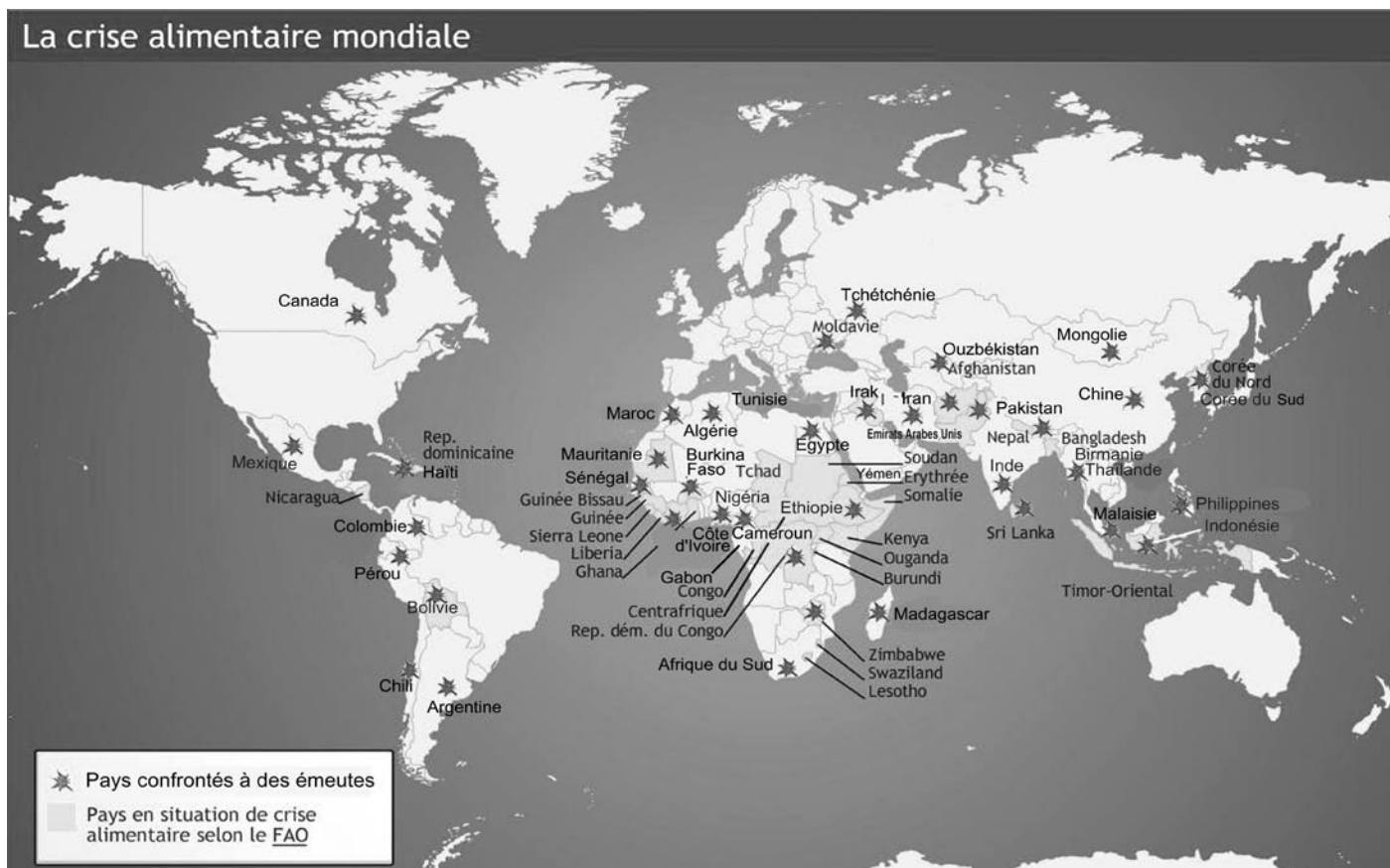
putréfaction sociale...) de la part du capital mondial, les médias de tous bords s'acharnent à distinguer et établir des séparations strictes entre ce qu'ils appellent :

1- Les «émeutes de la faim» qui touchent une trentaine de pays du dit tiers-monde, constituant ainsi, selon leurs propres dires, une ceinture explosive qui entoure le globe de la latitude 30° nord jusqu'à l'équateur. Dans cette catégorie sont classées les réactions du prolétariat face à la crise au Mexique, en Haïti, dans une douzaine de pays d'Afrique occidentale et centrale (dont la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Nigeria, le Sénégal, le Cameroun, la Somalie, le Soudan, etc.), en Egypte, dans la péninsule indienne (Pakistan, Inde, Bangladesh) et enfin en Asie du Sud-Est (Chine, Vietnam, Thaïlande, etc.), et en Indonésie. Ces «émeutes de la faim» sont présentées comme le produit spécifique du maintien des déséquilibres des échanges Nord-Sud hérités de la co-

lonisation, de la spéculation des bourses occidentales sur les productions des pays du «tiers-monde», et de la destruction des polycultures locales, notamment suite aux politiques dites néo-colonialistes de la BM et du FMI qui conditionnent l'octroi de prêts financiers à la monoculture de produits destinés à l'exportation;

2- Les manifestations «contre la vie chère» et les grèves contre la diminution du dit pouvoir d'achat⁵ (Etats-Unis, Eu-

5- L'expression «pouvoir d'achat», pour parler en fait du salaire réel, c'est-à-dire le salaire exprimé en marchandises qu'il permet d'acheter, n'est de loin pas innocente. Elle en dit long sur la manière dont l'Etat et en particulier la social-démocratie entend circonscrire le «pouvoir» de notre classe à la taille d'un caddie de supermarché. Si le montant du salaire réel à tel moment exprime bel et bien toujours un rapport de force entre les classes, un état de la lutte des classes, par contre le fait même de l'achat de marchandises (et la vente de notre force de travail qui la précède) ne sera jamais l'expression d'une «conquête» ou d'un «pouvoir», mais bien plutôt celle de notre asservissement.



Carte du FAO sur laquelle nous avons ajouté les pays mentionnés dans les encadrés de la page suivante.

Listes de pays touchés par la vague de lutte en 2007-2008

Nous avons repris la liste qui suit de l'article "La ceinture explosive" disponible sur le site www.mondialisme.org et paru dans la revue *Echanges* n°124 (printemps 2008), publiée par le groupe *Echanges et Mouvement*. Cette liste reprend une trentaine de pays touchés par la vague de lutte provoquée par la hausse brutale du prix des produits de première nécessité.

Maroc, Égypte, Burkina-Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Guinée, Kenya, Nigeria, Sénégal, Somalie, Soudan, Tchad, Zimbabwe, Haïti, Mexique, Bangladesh, Birmanie, Corée du Sud, Emirats Arabes Unis, Inde, Indonésie, Iran, Malaisie, Ouzbékistan, Philippines, Pakistan, Thaïlande, Timor, Vietnam, Yémen.

Nous pouvons compléter cette liste par une douzaine de pays relevés en 2007 et 2008 principalement dans les feuilles d'informations mensuelles d'*Echanges et Mouvement* intitulées *Dans le monde d'une classe en lutte* (également publiée sur www.mondialisme.org)

Algérie, Tunisie, Gabon, Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Pérou, Canada, République Dominicaine, Chine, Mongolie.

Dans les pays cités, on peut considérer que le prolétariat s'est manifesté en débordant les encadrements social-démocrates, que ce soit par des manifestations, des émeutes, des attaques ciblées ou encore des pillages. Il est bien évident que ces deux listes ne sont pas complètes vu que nous manquons comme toujours de sources en cette matière. Nous demeurons tributaires du manque cruel de presse prolétarienne et donc de la difficulté d'obtenir des informations constantes sur les luttes de notre classe à travers le globe. Par ailleurs, il va sans dire que les vagues de luttes ne connaissent pas de frontière, le lecteur voudra donc bien prendre en compte que la référence aux pays n'a ici de signification ou d'utilité que géographique.

Certains de ces pays ou groupes de pays font l'objet de petits encadrés répartis dans le présent texte, en fonction de la force du mouvement et des informations que nous aurons trouvées au moment de boucler cette revue.

En plus de la liste inspirée du travail d'*Echanges et mouvement*, nous avons décidé de reproduire la liste de 36 pays, publiée par la FAO sous le titre "Perspectives de récoltes et situation alimentaire – Pays ayant besoin d'une aide extérieure". A côté de recoupements ou de compléments avec la liste d'*Echanges*, la liste du FAO présente évidemment des lacunes flagrantes, omettant de citer bien des pays touchés par de fortes luttes liées à l'accès aux denrées de base, mais ce qui nous intéresse ici c'est l'inquiétude exprimée par cette institution bourgeoise internationale quant à l'amplification des "troubles civils" ou "conflits et insécurité" directement causés par cette même dégradation des conditions de survie (de notre classe faut-il ajouter) et ce simultanément à travers le monde.

Liste du FAO

PAYS EN CRISE AYANT BESOIN D'UNE AIDE EXTÉRIEURE (total: 36 pays)

<i>Lesotho</i>	Années de sécheresse consécutives
<i>Somalie</i>	Conflit, mauvaises conditions météorologiques
<i>Swaziland</i>	Années de sécheresse consécutives
<i>Zimbabwe</i>	Aggravation des difficultés économiques, sécheresse, récentes inondations
<i>Érythrée</i>	PDI, difficultés économiques
<i>Libéria</i>	Période de redressement après le conflit
<i>Mauritanie</i>	Années de sécheresse consécutives
<i>Sierra Leone</i>	Période de redressement après le conflit
<i>Burundi</i>	Troubles civils, PDI et rapatriés
<i>Tchad</i>	Réfugiés, conflit
<i>République démocratique du Congo</i>	Troubles civils
<i>République du Congo</i>	PDI
<i>Côte d'Ivoire</i>	Troubles civils
<i>Éthiopie</i>	Insécurité localisée, pertes de récolte en certains endroits
<i>Ghana</i>	Sécheresse et inondations
<i>Guinée</i>	Réfugiés
<i>Guinée-Bissau</i>	Insécurité localisée
<i>Kenya</i>	Troubles civils, mauvaises conditions météorologiques
<i>République centrafricaine</i>	Réfugiés
<i>Soudan</i>	Troubles civils
<i>Ouganda</i>	Troubles civils dans le nord
<i>Iraq</i>	Conflit et insécurité
<i>Afghanistan</i>	Conflit et insécurité
<i>République populaire démocratique de Corée</i>	Difficultés économiques et effets des récentes inondations
<i>Bangladesh</i>	Inondations et cyclones
<i>Indonésie</i>	Glissements de terrain/inondations, séismes
<i>Népal</i>	Manque d'accès aux marchés, conflit et inondations
<i>Pakistan</i>	Insécurité et inondations passées
<i>Sri Lanka</i>	Conflit
<i>Timor-Leste</i>	PDI, sécheresse passée et inondations
<i>Bolivie</i>	Inondations
<i>Haïti</i>	Inondations passées
<i>Nicaragua</i>	Inondations passées
<i>République dominicaine</i>	Inondations passées
<i>Moldova</i>	Sécheresse et manque d'accès aux intrants pour les cultures d'hiver
<i>Fédération de Russie (Tchéchénie)</i>	Troubles civils

Nous traduisons ici un article paru dans le journal de la CNT espagnole (n°342 de février 2008). Si les commentaires de l'auteur quant aux mesures préconisées par la Rand pour éliminer les «foyers rouges» ne correspondent pas à notre angle d'analyse, il nous a paru intéressant de publier ce texte qui montre combien la bourgeoisie est inquiète face à ces foyers de troubles sociaux, et par quels biais elle tente de calmer la situation (ONG, aide au développement, surveillance des «terroristes», etc.).

Ce que dit l'ennemi

Dans le monde mondialisé il reste encore quelques peuples à l'abri de l'étatisme.

Nous pourrions les classer en trois groupes : ceux qui jouissent d'une liberté politique – c'est-à-dire, ceux qui vivent dans les dits territoires sans gouvernement-, ceux qui ont une liberté culturelle précaire –ceux qui habitent les recoins dépourvus de télévision- et ceux qui s'accrochent à une liberté ethnique –les peuples indigènes dénommés en isolement volontaire-. Aujourd'hui, nous nous occuperons du premier cas.

Pour les institutions *gringas* qui disent à la CIA ce que la CIA doit dire aux militaires, les "territoires ingouvernés" ou ingouvernables représentent la plus grande menace contre les intérêts de leur Empire. Pour les détruire, la plus prestigieuse de ces institutions, la Rand Corporation, publia en 2007 un livre sur les "ungoverned territories" (www.rand.org/pubs/monographs/MG561). Cela veut la peine de jeter un œil sur ses quasi 400 pages; entre les lignes, bien entendu. La Rand définit ces endroits comme étant ceux au sein desquels " les structures de l'autorité qui existent réellement ne correspondent pas avec les institutions formelles de l'Etat " et les plus dangereuses sont:

- Trois frontières terrestres (Afghanistan - Pakistan, Colombie-Venezuela et Guatemala-Chiapas) et une frontière maritime (Sulawesi en Indonésie – Mindanao au Philippines)
- Toute la péninsule arabique et ses abords ; le dénommé " corridor de l'Afrique orientale " (de la Somalie au Zimbabwe)
- Toute l'Afrique occidentale (du Nigeria à la Guinée-Bissau)
- Et, finalement, les six pays du Caucase septentrional (du Daguestan à la Tchétchénie).

Pour l'élimination de ces foyers rouges, la Rand recommande d'appliquer un décologue de mesures drastiques, à savoir :

1. Augmenter l'aide au développement – *priorité maximum* ;
2. Améliorer l'infrastructure des transports – *un bonbon pour les multinationales des œuvres publiques* ;
3. Obtenir la coordination et la formation des fonctionnaires – *ils auront du mal* ;
4. Planter des " architectures de sécurité " informelles – *lisez, financer des bandes paramilitaires* ;
5. Créer des organisations régionales étatiques – *en d'autres mots, que les rois de Taïfas deviennent très amis* ;
6. Combattre la corruption – *un toast au soleil et une monopolisation en dessous de la table* ;
7. Empêcher les terroristes d'utiliser les infrastructures de communication physique et monétaire – *c'est à dire, marginaliser les pauvres, un objectif en contradiction avec les deux premières priorités* ;
8. Concentrer l'aide au développement dans les agences étatiques plutôt que dans les ONG – *nuance quant à la priorité numéro un* ;
9. Eradiquer l'économie informelle – *que les petits chefs d'entreprise paient des impôts non seulement aux caciques locaux mais également au Grand Cacique de la capitale !* ;
10. Coordonner, entre les agences de sécurité étatiques, les améliorations techniques qui empêchent l' " invisibilité " des terroristes – *ils appellent invisibilité l'appui populaire dont jouissent les dissidents* ;

C'est ainsi que l'ennemi nous prévient. Nous rajouterons seulement que les peuples libres paient un prix élevé pour maintenir leur ingouvernabilité : ne leur faisons pas payer plus cher.

**Mundo Facundo/Aantonio Pérez, El Otro
Publié dans le journal de la CNT n°342 de février 2008**

rope occidentale et orientale, certains pays d'Amérique latine);

3- Les «émeutes des banlieues» dans des pays européens et certains pays d'Amérique latine, présentées comme l'expression du mal-être de la jeunesse issue de l'immigration et/ou exclue du salariat régulier⁶;

4- Les «attentats terroristes» et révoltes contre les militaires et autres institutions étatiques et para-étatiques dans les pays où la centralisation mondiale de la terreur d'Etat est imposée sur la base de l'occupation militaire et/ou d'opérations humanitaires (Haïti, Côte d'Ivoire, Somalie, Guinée, Irak, Afghanistan, Pakistan, Palestine et autres territoires terrorisés par l'État d'Israël...) ainsi que là où la répression bourgeoise développe comme stratégie centrale l'amalgame systématique entre le mouvement du prolétariat et les organisations nationalistes ou/et marxistes-léninistes (pays Basque en Espagne, Colombie, Tchétchénie, Népal...)⁷.

Sur base de cette séparation, la social-démocratie va nous vendre qu'à chacun de ces problèmes «de nature et d'origine particulières», il faut apporter des solutions particulières :

1- La régulation internationale des politiques économiques mondiales en ce qui concerne les «émeutes de la faim» ;

2- La revalorisation des salaires (révision du calcul de l'indice du coût de la vie) et

politique gouvernementale de contrôle des prix des produits de première nécessité, du logement et de l'énergie en ce qui concerne les «manifestations contre la vie chère» ;
 3- L'insertion socioprofessionnelle des jeunes issus de l'immigration, en ce qui concerne les «émeutes des banlieues» ;
 4- La pacification des zones dites ingouvernables, par le biais d'interventions à la fois militaires et humanitaires visant à réinstaurer des «procédés démocratiques» de décision et d'action.⁸

Ces solutions réformistes et humanitaires, prétendant améliorer pour chaque cas spécifique les conditions de vie des prolétaires tout en préservant le système capitaliste, constituent en réalité autant de cordons sanitaires visant à empêcher le développement des luttes de notre classe dans le monde.

Plus encore, l'établissement même d'une distinction stricte entre les «émeutes» (pour désigner les réactions du prolétariat dans les pays dits du tiers-monde, ou dans les banlieues), les «manifestations» et «grèves» (pour évoquer la réaction des prolétaires dans les pays dits développés) ou les «attentats terroristes» (pour désigner les réactions du prolétariat dans les «zones ingouvernables» du monde) constitue le premier cordon sanitaire contre l'unification de la lutte du prolétariat dans le monde.

Si on prend le terme d'«émeute», il est très nettement connoté péjorativement par des années de propagande social-démocrate en tant que désignant «le déchaînement des instincts les plus vils de l'être humain», la réaction «archaïque et primaire des masses populaires», avant le développement du «mouvement ouvrier» (entendez son encadrement et sa neutralisation par la social-démocratie). Dans le cadre citoyen il prend la signification de luttes «non-civilisées» ou prédémocratiques. Il est systématiquement utilisé pour désigner les luttes des prolétaires des pays dits sous-développés, des banlieues occidentales, ou encore les actions ouvrières considérées trop «sauvages», contribuant ainsi claire-



Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie

connaissent depuis des années de semblables émeutes contre la dégradation des conditions de survie. Au Maroc en 2007 (et en particulier à Sefrou), comme lors des «émeutes contre la vie chère» 1984 (Maroc et Tunisie), le gouvernement recule devant les émeutes contre les hausses de prix des denrées de base mais aussi des factures d'eau et d'électricité, le coût des traitements hospitaliers et des autres services publics. En mai-juin 2008, au départ du blocage du port de pêche de Sidin Ifni près d'Agadir par des jeunes au chômage, le mouvement s'étend aux cités environnantes. En Tunisie au même moment, des journées d'émeutes éclatent à Feriana et les cités voisines dans la région minière du sud, autour de Gafsa. Toute la population descend dans la rue pour en chasser la police. Le 7 juin l'armée est déployée à Redeyef dans la même zone après que des affrontements accompagnés de pillages aient fait un mort et 26 blessés. Enfin, l'Algérie n'est pas en reste avec plusieurs émeutes quotidiennes à travers le pays. L'Etat est la cible des prolétaires en colère, comme lors des luttes de 2001-2002 (et précédemment), des commissariats et casernes sont pris d'assaut, des élus doivent fuir la foule qui les insulte et les menace.

ment à entretenir l'idéologie selon laquelle ces luttes correspondent à un combat totalement différent - inférieur tant dans sa forme que dans ses objectifs - de celui de la «classe ouvrière» des pays occidentaux. Ces distinctions terminologiques contribuent ainsi à maintenir l'idéologie selon laquelle les méthodes pacifistes de manifestations et pseudo-grèves, imposées par la social-démocratie, seraient la forme de lutte des travailleurs salariés des pays dits capitalistes avancés et que cette lutte n'a rien de commun avec les mouvements de colère «spontanés, désorganisés et aux objectifs ambigus» de la «racaille» des banlieues ou des «sous-prolétaires désœuvrés» des pays dits du tiers-monde, de ceux qui «font des grèves sauvages et des actes violents», ou encore avec les attaques «terroristes» contre des structures militaires, politiques ou économiques de l'État menées par des «groupuscules extrémistes».

De la même manière, en classant un certain nombre de réactions de notre classe comme «révoltes de la faim» et en leur collant l'étiquette «tiers-monde», on

6- Nous utilisons par commodité ce terme d'*exclu* ou d'*exclusion*, mais il est clair que pour nous, nul n'est «exclu» (au sens «rejeté à l'extérieur») du mode de production capitaliste, du monde du travail salarié. Tous les prolétaires sont des travailleurs libres, dépossédés des moyens de subsistance, contraints à la vente de leur force de travail. En ce sens global, l'absence de travail et de revenu salarié n'est pas une exclusion de la société marchande, mais une seconde contrainte encore plus violente, le prolétaire se retrouvant à la fois sans la terre et sans salaire.

7- Des médias plus subtils, moins soumis à la reproduction servile des versions officielles dictées par le Pentagone, et donc plus largement en Amérique Latine par exemple, font la distinction entre le «terrorisme» ici décrit - légitimant ainsi la campagne anti-terroriste de l'Etat mondial - et les «guérillas» de «résistance contre l'impérialisme» des USA comme en Irak, Afghanistan, Colombie, l'ETA en Espagne... ce qui constitue une *catégorie médiatique* supplémentaire, à savoir une *reconnaissance partielle* de la nature de ces mouvements, mais donc aussi une *occultation plus subtile* de cette nature.

8- Voir en encadré le texte « *Ce que dit l'ennemi* ». (page 8)

Egypte

Dans un contexte de tension sociale croissante et de multiplication des grèves sauvages, l'envolée des prix alimentaires en 2008 a provoqué la multiplication des manifestations et des émeutes, l'extension et la convergence de luttes, comme celle des 27.000 ouvriers du textile à Gazl el Mahalla, cité industrielle du delta du Nil, qui sortent de l'usine qu'ils occupent et sont rejoints dans la rue par quelques 10.000 ouvriers des usines du secteur.

a réussi à faire croire que ceux qui n'ont pas faim ne sont pas concernés, que ceux qui n'habitent pas le dit tiers-monde ne le sont pas non plus. On cache ainsi que c'est la même société capitaliste qui produit les plus puissants ordinateurs, qui construit les plus fantastiques villes et armes de destruction massive et, en même temps, qui produit la famine dans le monde, qui diminue le salaire réel de tous les prolétaires dans le monde. Ainsi, force est de constater que si l'on parle de la bouffe en termes de satisfaction réelle des besoins humains -ce qui correspond au niveau le plus général de l'analyse des sociétés- c'est bien l'ensemble des prolétaires qui ont «faim» de vraie bouffe humaine sous le mode de production capitaliste. Avec la généralisation de la bouffe poubelle -vidée de tout oligo-élément essentiel, dévitaminée, toxique...- le capital «affame» *substantiellement* l'ensemble des prolétaires qui sont de plus en plus victimes de carences alimentaires graves partout dans le monde, aucun pays ne faisant exception et surtout pas les pays dits développés, là où règne en maître le *fast food*, c'est-à-dire «la bouffe qui ne sert qu'à régénérer le plus rapidement possible la force de travail». Ceci est un autre aspect de l'incapacité toujours plus flagrante du capital à alimenter réellement l'humanité, partout dans le monde.

Enfin, et ce point se rattache aux deux premiers, toute la terminologie de pays

«sous-développés», «en voie de développement», «émergents» ou du «tiers-monde», vise à présenter ces terres comme étant moins capitalistes, quand en réalité les famines sont le plus pur produit du capitalisme. En cachant les causes on cache les solutions : la destruction du capitalisme. En particulierisant les problèmes de la famine -ou du dit tiers monde en général- on cache la généralisation de l'attaque capitaliste contre le prolétariat, l'homogénéisation des conditions de vie au niveau international des prolétaires, et évidemment on cache aussi la nature prolétarienne commune des attaques contre le capital et l'Etat qui sont en train de se dérouler sous nos yeux.

L'utilisation de toute cette terminologie n'est pas neutre. Elle vise simultanément deux objectifs : liquider le caractère général des réactions du prolétariat, liquider leur perspective révolutionnaire contre un système global qui les attaque.

Ces clichés soigneusement véhiculés par la presse bourgeoise ne résistent d'ailleurs que très mal à l'analyse que nous pouvons faire de ces différents mouvements de lutte du prolétariat à travers le monde. Même à travers le filtre des informations bourgeoises, il n'est pas difficile de se rendre compte que :

1- Les «émeutes de la faim» dans les pays dits sous-développés sont également marquées par des grèves de salariés et que les manifestations ont eu pour cibles, comme ailleurs, les structures de l'Etat qui leur font face, y compris les forces humanitaires internationales qui appuient les gouvernements locaux dans leur politique de répression et de maintien de l'ordre ;

2- Les «manifestations et grèves contre la vie chère» des prolétaires des pays d'Europe ont dans plusieurs cas dépassé le niveau des manifestations et grèves pacifistes organisées par la social-démocratie. Diverses actions directes et blocages 'sauvages' de la production ont été entrepris par des prolétaires au cours de leurs luttes, rompant le cadre des procédures démocratiques de concertation sociale (citons par exemple les pêcheurs espagnols qui ont organisés le blocage 'sauvage' des ports ou les routiers qui ont bloqué les autoroutes en France, en Espagne...) ;

3- Les «émeutiers» des banlieues, loin de s'en prendre uniquement aux voitures de leurs voisins et aux abris-bus, comme le présente la presse bourgeoise, ont en réalité attaqué nombre de cibles qui ac-



Cameroun

En février et mars, suite à la hausse du prix des carburants, de la farine, du ciment,... des émeutes éclatent dans la plupart des villes avec pillage des magasins d'alimentation. La réponse de l'Etat: des balles. Il y aurait plus de 100 morts.

complissent quotidiennement le «grand racket du capital» sur nos vies, montrant par là que les objectifs de leur lutte sont beaucoup plus clairs que ne le prétendent les léninistes et consorts qui voient dans ces «émeutiers» le «lumpen prolétariat» moderne, montrant aussi que leur lutte est directement dirigée contre l'Etat du capital et toutes ses succursales, contre le travail salarié, la valeur : commissariats, mairies et administrations, palais de justice, écoles, locaux de tous partis confondus, locaux associatifs, officines des distributeurs de gaz-eau-électricité, transformateurs électriques, banques et distributeurs de fric, agences immobilières, agences d'intérim, Agences Nationales pour l'Emploi, bureaux de poste, concessionnaires automobiles, centres commerciaux, *fast-food*, centres sportifs et socioculturels, offices de tourisme, agences, véhicules et équipes de presse...⁹

4- Les «zones ingouvernables» sont en réalité de véritables poudrières sociales, et ce depuis des années. Derrière le voile de conflits religieux, nationalistes ou inter-ethniques¹⁰, les médias occultent une réalité sociale très tendue où les conditions de travail, de salaire et le fort taux de chômage ont et continuent de provoquer d'importantes grèves et manifestations de prolétaires, violemment réprimées par les gouvernements en place. L'exacerbation des tensions sociales dans ces régions a parfois créé des situations pré-insurrectionnelles où les prolétaires ont affronté ouvertement toutes les forces étatiques, nécessitant dès lors l'intervention de forces internationales (humanitaires ou/et militaires) afin de tenter d'y rétablir l'ordre social.

Enfin, il faut aussi souligner que certaines situations de lutte ne correspondent tellement pas à l'un ou l'autre de ces schémas que les médias ne parviennent pas à les faire rentrer dans une catégorie précise et les considèrent comme «inclassables», telles les luttes qui se développent depuis plusieurs années en Haïti, Algérie, Bolivie, au Chili, Mexique... Il ne s'agit -toujours selon les catégories bourgeoises- ni de pays «sous-développés» ni de pays en guerre ouverte. Ces luttes présentent des aspects quasi-insurrectionnels dépassant largement le cadre des luttes salariales et des «émeutes» suburbaines. De plus, elles s'affirment soit dans la durée soit dans une continuité, par récurrence, ce qui est à souligner en cette époque d'explosions



sociales à la fois brutales et éphémères. A travers ces exemples, il apparaît aussi que la radicalisation et le développement même des luttes rendent toujours plus difficile leur falsification dans les catégories fictives exposées ci-dessus.

9- Concernant ces luttes et leurs cibles, voir la brochure « C7 H16, revue à numéro unique, 2006 », sous-titrée « *G la rage... et je la garde* », téléchargeable librement (pdf pour la brochure et mp3 pour le « street-CD » joint) à l'adresse suivante: <http://c7h16.internetdown.org> - Contact: c7h16@internetdown.org

10- Toutes ces dimensions idéologiques se concrétisent évidemment matériellement, contre le prolétariat, mais elles ne constituent jamais la base matérielle des con•its sociaux. Il s'agit de toutes ces polarisations bourgeoises de merde dans lesquelles le prolétariat perd toute capacité d'action autonome lorsqu'il s'y embourbe, et il s'y embourbe lorsque sa lutte reste con•née, isolée internationalement.

LA LUTTE PROLÉTARIENNE EST UNE SEULE ET MÊME LUTTE

Dans le contexte actuel de difficulté rencontrée par le mouvement prolétarien pour exprimer le rapport entre catastrophe et révolution, entre aggravation des conditions de vie et destruction révolutionnaire de la société actuelle, il est significatif qu'un groupe prolétarien comme *Échanges et Mouvement* reproduise dans une certaine mesure les séparations évoquées plus haut. Ce groupe qui a fait un excellent travail sur «La ceinture explosive» dans le numéro 124 (printemps 2008) de leur revue *Échanges* – nous nous y sommes largement référés- titre ainsi dans le même numéro: «Union européenne - Luttes pour les revalorisations de salaire et abolition du salariat». S'il nous paraît important de souligner le rapport entre les luttes pour les revalorisations de salaire et l'abolition du salariat, force est de constater que les camarades de ce groupe n'ont pas fait le même rapprochement en ce qui concerne les luttes évoquées dans leur article sur «la ceinture explosive». En effet, malgré le fait que l'article parle des troubles de la misère sociale et évoque «*au-delà de tous les particularismes, une sorte de mouvement global contre un système...*», l'article d'*Échanges* ne dit nulle part que ce mouvement global contre le capitalisme vise à sa destruction, que les prolétaires de la «misère sociale»

Panama

En août 2008, diverses manifestations sont organisées pour protester contre «*l'augmentation du coût de la vie et pour des améliorations salariales*» dans la ville de Panamá ainsi que dans différentes villes de l'intérieur (Santiago, David y Changuinola), des provinces de Santiago, du centre du pays ainsi que dans les villes occidentales (Chiriqui et Bocas del Toro) frontalières avec le Costa Rica.

Guinée-Conakry

Depuis les luttes que nous avons relatées dans notre dernière revue, la paix sociale n'a pas repris le dessus en Guinée-Conakry: affrontements de rue autour de l'approvisionnement en électricité, complètement défaillant pour nombre de quartiers prolétaires, ripostes massives contre des tentatives étatiques de "nettoyer les rues" de la capitale des prolétaires assurant leur maigre survie par la vente ambulante.

luttent tant pour la revalorisation de leur survie que pour l'abolition du salariat et de la marchandise qui les affame. Dit autrement, s'il signale correctement la lutte contre la baisse du dit pouvoir d'achat en Europe, comme une lutte pour l'abolition du salariat, il ne fait pas le même rapport avec les troubles de la misère sociale, comme si ceux-ci étaient des luttes distinctes des luttes pour l'abolition du salariat. Peut-être s'agit-il de différents rédacteurs et que les camarades d'*Échanges et Mouvement* voient-ils parfaitement que ces luttes sont aussi dirigées contre le salariat, mais il est profondément regrettable qu'ils ne prêtent cet objectif d'abolition du salariat qu'aux luttes en Europe. Malgré leurs efforts réels pour rendre compte et analyser les luttes actuelles, cette équivoque fait le jeu de la division, le jeu des mythes social-démocrates du Progrès, comme si en Europe on était plus proche de la lutte liquidatrice du capitalisme. Cette vision sous-entend que les prolétaires dont la chute du pouvoir d'achat ne les mènerait pas directement à la famine pourraient plus facilement lutter pour l'abolition du travail salarié. Le formuler comme cela permet de mettre en évidence la totale absurdité de cette vision. Ainsi, par exemple, dans un seul et même pays comme le Mexique, où le prolétariat proteste massivement dans la rue contre l'augmentation de prix de la tortilla et où la totalité du prolétariat est concernée, il y en aurait qui luttent pour l'abolition du travail salarié (serait-ce uniquement ceux qui n'ont pas faim?) et pas les autres!

Vu l'importance de la question, citons cette affirmation d'*Échanges et Mouvement* : «*C'est dans sa lutte contre le rapport social salarial, contre le salariat lui-même, que le prolétariat parviendra à son émancipation, qu'il passera de l'état de classe en soi (classe pour le capital) en classe pour soi. C'est ce processus qu'il nous faut essayer de mettre en lumière, même si en Europe il se trouve très différent du caractère des luttes de certains pays dits 'émergents'*» (*Échanges* n°124, printemps 2008, p.19.). On le voit, il est impossible de vraiment cerner la frontière que les camarades ont voulu établir. Et d'ajouter en note : «*Quand Marx dit 'le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien' cela revient à dire, que le prolétariat individualisé, émietté, face au capital n'est rien d'autre qu'une classe en soi. La classe pour soi est le produit du dépassement du simple antagonisme de classe par sa lutte et sa solidarité*».

Sur le fond de la question, nous affirmons au contraire, sans ambiguïté, que les luttes ont la même origine et conséquemment le même objectif, c'est-à-dire qu'elles sont dirigées contre la même chose, à savoir la misère croissante à laquelle nous soumet la société actuelle. Tout le chipotage, qu'*Échanges* ajoute, entre «classe en soi» et «classe pour soi», au lieu de clarifier quoi que ce soit de cette pseudo-différence, ne fait qu'augmenter la confusion, en posant

Haïti - bref historique

Pour la bourgeoisie mondiale le cas d'Haïti a été toujours un casse-tête. Avant-garde de la lutte révolutionnaire aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, le prolétariat de ce pays a entamé le XIX^{ème} siècle en donnant l'exemple pour ces frères de classe à travers le monde. Selon tous les appareils d'Etat du monde, «la question n'est qu'un problème de nègres», l'aggravation de la misère ne serait pas due, comme par tout ailleurs au progrès de la société bourgeoise mais aux problèmes locaux entre «groupes sociaux» (l'argument des «ethnies» ne s'est pas encore imposé), de simples rivalités de pouvoir, la sempiternelle corruption et bien entendu le sacro-saint «manque de démocratie». Dès les années 1960, l'Etat des USA a commencé à solliciter la collaboration d'autres pays dans la mise en oeuvre de la répression qu'il organise à travers le monde et qui a progressivement pris sa forme actuelle d'une division militaire du monde en zones de contrôle et d'un impressionnant réseau de bases de l'US Army souvent gigantesques. Rappelons ici la tentative d'embrigader des soldats du Cône Sud (de l'Amérique du sud) pour réprimer la lutte prolétarienne en République dominicaine, tentative sabotée par des luttes en Argentine. Songeons aussi aux tentatives de faire participer des soldats latino-américains dans la répression du prolétariat au Vietnam, empêchée par des luttes dans tout le continent américain. En Haïti depuis des années, la recette prônée est «l'aide humanitaire», c'est-à-dire le chantage à la nourriture contre la soumission et l'intervention répressive de forces militaires internationales qui l'accompagne. Comme il est connu que ce type d'intervention est très mal accueilli par les prolétaires en Haïti, on y a envoyé les militaires d'une dizaine de pays, derrière les Etats-Unis et la France.

Depuis 2004, il y a plus de 8000 flics casqués de bleu déployés en Haïti, dont 1200 viennent du Brésil, 1150 d'Uruguay et 1110 du Népal.

Nigeria

Dans la zone pétrolière côtière, des populations ruinées par l'extraction sauvage d'or noir mènent une guérilla faite de coupures (parfois meurtrières) de pipelines, de séquestrations et de sabotages. Fréquemment des grèves générales durement réprimées éclatent en réaction à des augmentations de prix et devant lesquelles la junte militaire a dû plusieurs fois céder.

Haïti - actualité

Pendant toute l'année 2007 et début 2008 les protestations se succèdent contre «la vie chère» et contre les différentes interventions militaires étrangères. Les manifestants (categorisés par la presse en tant qu'«étudiants», «marginiaux», habitants de «faubourgs»...) affrontent une véritable police internationale anti-émeutes: flics népalais, chiliens, brésiliens, canadiens, argentins, uruguayens, espagnols, sri-lankais,... Avec ce type d'internationale de la répression, l'impérialisme fait un énorme pas en avant dans la répression du prolétariat. En avril 2008, la radicalisation des protestations, une grève générale et les barricades contre la montée des prix font tomber le gouvernement. Selon Echanges et Mouvement: «Les 3 et 4 avril, les manifestants «contre la vie chère» s'en sont pris aux Casques bleus de l'ONU. Dans le sud de l'île, des camions de riz et un entrepôt de vivres ont été pillés. On a compté quatre morts ce jour-là, puis un cinquième dans de nouvelles manifestations le 7»... «En avril une telle émeute débute dans une ville du sud des Caves : la foule attaque un commissariat et pille notamment des camions de riz. L'émeute s'étend à Port au Prince, la capitale où le palais présidentiel est pris d'assaut. Mais le pouvoir réussit à «rétablir l'ordre»: 4 tués, 15 blessés. En dépit des forces internationales engagées sur l'île contre notre classe, une nouvelle flambée de lutte se développait en août 2008, au moment de boucler cet article.



en fait la question comme une opposition dualiste (dualisme typique de la social-démocratie que nous croyions vraiment que les camarades d'*Échanges et Mouvement* avaient dépassé) entre des luttes dirigées contre le rapport salarial et d'autres qui ne le seraient pas! Ou alors les camarades suggèrent-ils que cette différence se trouverait au niveau de la conscience, rejoignant ainsi la caricature social-démocrate léniniste? Et même dans ce cas, croient-ils vraiment que le prolétariat en Europe exprime un niveau plus élevé de conscience ou de dite *classe pour soi*?

Pour notre part, soyons clairs : il n'y a pas deux types de luttes. Toute lutte contre l'augmentation de la misère prolétarienne est en même temps une lutte contre la société bourgeoise, peu importe que les prolétaires qui la mènent en soient conscients ou pas, ou mieux dit, indépendamment des différents niveaux de conscience qui existent dans toute lutte. Nous pensons que les camarades d'*Échanges et Mouvement* seraient incapables de trouver un seul argument quant à la soi-disant nature «très différente du caractère des luttes».

Les seules différences qu'on peut trouver ne résident justement pas dans la division entre pays, entre l'Europe et le reste du monde, mais plutôt entre les secteurs du prolétariat de chaque pays, entre les secteurs du prolétariat plus encadrés par les partis, syndicats et autres

appareils d'État et les secteurs moins intégrés, comme ceux des chômeurs et banlieusards, ceux classés comme marginaux, lumpen-prolétariat, immigrants, «paysans sans terre»... C'est vrai qu'on parle plus facilement d'émeutes dans ce que nos ennemis appellent «tiers-monde» qu'en Europe (mais aussi en certains pays des Amériques et d'Asie) où l'on est plus habitué aux protestations sociales des prolétaires canalisés par des arrêts de travail et manifestations pacifiques. Il est vrai également que le terme d'émeute paraît pour le moment être réservé en Europe aux banlieusards, aux marginaux, aux «exclus» (cf. note 6). Et voilà la vraie différence : le cordon sanitaire que la bourgeoisie essaye d'imposer partout pour diviser le prolétariat ¹¹, entre d'un côté les protestations bien citoyennes, les arrêts légaux de travail, les marches moutonnaires et autres pseudo-protestations, et de l'autre les «émeutes» des incontrôlés. Toutes les branches de la social-démocratie mais surtout les marxistes-léninistes sont là pour nous expliquer que les «vrais prolétaires» ne se laissent pas attirer par la «racaille des banlieues», le «lumpen prolétariat», et que les «vrais prolétaires» adhèrent aux syndicats.

11- Sur ce point les camarades d'*Échanges et Mouvement* sont, nous le croyons, en total accord avec nous.

**QUI SÈME
LA MISÈRE...**



**RÉCOLTE
LA COLÈRE**

Afrique du Sud, août 2008

“**Eat the rich**” (mangez les riches) est un des slogans lus dans les grèves et manifestations regroupant plusieurs millions de travailleurs contre les hausses de prix (entre autres le prix de l'électricité).

Toutefois, malgré ces efforts déployés par la social-démocratie pour diviser le prolétariat, les médias ont de plus en plus de mal à cacher le caractère général de l'augmentation des denrées alimentaires. Derrière la baisse du «pouvoir d'achat», expression hautement social-démocrate ainsi que nous l'avons signalé plus haut en note, le prolétariat de tous les pays est confronté à une brutale diminution de son salaire relatif ainsi que de son salaire réel. Il nous paraît essentiel d'être clair sur cette question : cette attaque du capital est un phénomène directement MONDIAL, concrétisation très claire du «progrès du capital». Elle n'est pas différente au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, elle n'est pas due ici au «manque de progrès», là à la «crise des subprimes» ou encore ailleurs «à la corruption». Elle exprime fondamentalement la nécessité de la bourgeoisie mondiale de contrecarrer la tendance à la diminution du taux du profit *en augmentant internationalement le taux d'exploitation*.

Nous l'avons toujours affirmé : jamais la marchandise ne pourra «désaffamer» l'humanité¹², jamais la société du capital ne pourra solutionner les problèmes de l'être humain : quelles que soient les fractions bourgeoises au pouvoir -protectionnistes ou néolibérales, de «droite» ou de «gauche»- quelle que soit la partie du globe, la société marchande ne pourra jamais éviter la faim, les guerres et la destruction progressive de la planète. Bien au contraire, la société marchande s'affirme de plus en plus clairement aux quatre coins du monde comme celle qui épuise la terre et condamne à l'exclusion, à la famine et à la mort un nombre toujours croissant de prolétaires. La croissance des famines est bien un phénomène typiquement capitaliste (et non pré-capitaliste!) que jamais la société marchande ne pourra solutionner. L'augmentation générale des prix de l'énergie et des articles de première nécessité n'est ainsi que l'épiphénomène de la contradiction plus globale *entre capital et espèce humaine*, et plus encore *entre la société bourgeoise et la terre* (c'est-à-dire toutes les formes de vie sur la planète, tous les éléments vitaux comme l'air, l'eau, la terre...).

Bangladesh

Les réactions contre la pauvreté et l'appauvrissement au Bangladesh se sont manifestées, tout au long de l'année 2006 et au début de 2008, par des grèves sauvages qui aussitôt deviennent des émeutes étendues à toute une zone, et ceci malgré l'état d'urgence instauré en janvier 2007 par un gouvernement provisoire, porté par l'armée. La chute de 50% du salaire réel et la situation alimentaire catastrophique qui en découle sont encore aggravées par les conditions climatiques, le cyclone Sidr ayant frappé le pays en novembre 2007 et sinistré 2,2 millions de prolétaires. Début 2008 malgré l'état d'urgence appliqué par l'armée, les milliers d'arrestations et les répressions de 2007 contre les travailleurs des entreprises textiles acculés à l'émeute par la rapacité des patrons locaux, sous-traitants des multinationales, les émeutes ont repris. Non seulement les salaires minima fixés pour éteindre la précédente vague de grèves et d'émeutes ne sont toujours pas appliqués mais comme auparavant, même ces salaires de misères sont payés irrégulièrement. En 2007, 4000 usines ont connu des grèves sauvages, 46 usines ont été incendiées, des centaines pillées et vandalisées. Le conflit qui éclate début janvier montre qu'une explosion peut surgir de la moindre exaction patronale. Le prix du riz ayant doublé en une année et la nourriture représentant 70% du salaire, les grèves, le plus souvent accompagnées d'émeute, pour l'augmentation des salaires dérisoires se sont multipliées, violemment réprimées. En avril 2008, 15000 ouvriers du secteur textile entrent de nouveau en grève. Dans les zones économiques spéciales (EPZ), une interdiction des grèves permet de licencier sans indemnité tout travailleur considéré comme responsable des «troubles sociaux». Interdictions et répressions ne réussissent évidemment pas à endiguer la persistance de luttes pour les salaires et celles-ci débouchent généralement sur l'invasion des usines, leur saccage voire leur incendie. En août, on recensait depuis le début de l'année 200 usines ainsi attaquées pour des questions de salaires. Et lorsque les ouvriers sortent des usines pour bloquer les axes routiers et ferroviaires, les tentatives de dispersion par la police font virer ces mouvements à l'émeute.



Mongolie

En Juillet 2008 des émeutes éclatent dans la capitale Oulan-Bator, assorties de pillages et d'incendies de bâtiments officiels. L'état d'urgence décrété et les affrontements sont violents: 5 tués, 329 blessés dont 108 flics.

LE CAPITAL OU LA TERRE

Contrairement à ce que nous racontent nos ennemis, l'augmentation généralisée du prix des denrées nécessaires à la survie n'est pas due à la spéculation.¹³ Celle-ci n'est qu'un mécanisme qui accompagne et renforce la tendance à l'augmentation générale des prix des produits alimentaires, mais il n'explique nullement cette augmentation. A l'inverse, c'est bien plutôt l'augmentation générale de la valeur de ces produits qui rend la spéculation possible et rentable. La spéculation à la hausse est invariablement basée sur des marchandises dont la valeur unitaire tend à augmenter, dont il est prévisible que leur demande dépassera l'offre. Personne n'aura l'idée d'acheter des ordinateurs ou des téléphones mobiles pour les vendre demain plus chers - bref de spéculer sur ces produits - étant donné que les valeurs unitaires de ces produits diminuent sans cesse. En effet, les procédés de production des ordinateurs et GSM sont sans cesse améliorés, la productivité du travail dans ces secteurs augmente sans cesse, ce qui entraîne à la fois une diminution du prix de ce type de marchandises (puisque la quantité de travail nécessaire à la fabrication de ces produits et donc leur valeur d'échange diminue), et à la fois une augmentation de leur offre sur les marchés (puisque la diminution de leur valeur unitaire est compensée par une augmentation du volume de la production). On a donc bien une offre

toujours plus grande d'ordinateurs plus performants et toujours moins chers sur les marchés. Le capitaliste qui spéculerait en gardant par-devers soi des produits qui se dévalorisent - de surcroît à une allure pareille - et dont l'offre dépasse la demande, espérant les vendre plus chers, est soit un fou soit un suicidaire puisque dans tous les cas cela le conduirait droit à la banqueroute.

Assurément, les capitalistes spéculent plutôt avec ce que le capital ne peut produire à volonté comme par exemple le pétrole. Chacun sait en effet que les réserves mondiales de pétrole sont en train de s'épuiser et que la production de chaque baril additionnel de pétrole requiert de plus en plus de travail. Cette situation provoque incontestablement une augmentation de la valeur du pétrole, contrairement à celui des GSM ou des ordinateurs comme nous l'avons vu plus haut. Il ne faut pas être fin analyste financier pour se rendre compte que cette hausse ne peut être que continue (au-delà des quelques baisses passagères liées aux politiques pétrolières des Etats) et que, dès lors, la spéculation sur les produits pétroliers peut être très rentable. La spéculation est, rappelons-le, une expression « naturelle » de la vie du capital en train de circuler, de se reproduire. Mais si elle peut effectivement exagérer immédiatement le mouvement d'augmentation des prix en jouant sur la loi de l'offre et de la demande, il se produit toujours à court ou moyen terme une correction, c'est-à-dire une nouvelle diminution. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec le pétrole et partiellement avec les autres produits, au moment de boucler ce texte. Mais il est essentiel de distinguer ce phénomène lié au marché, de celui de la détermination fondamentale des valeurs des marchandises, à long terme.¹⁴ La spéculation n'est donc pas fondamentalement à l'origine de l'augmentation des prix, et ne pourrait d'ailleurs pas fonctionner sans l'augmentation effective de la *valeur intrinsèque* des produits. Autrement dit,



12- Comme disait Amadeo Bordiga : « *Mai la merce sffamera al uomo* ».

13- Attribuer tous les problèmes à la seule spéculation, c'est attribuer les problèmes à une mauvaise gestion et faire croire qu'avec une nouvelle politique, la situation pourrait changer... tout cela a^n de neutraliser le prolétariat vers les élections.

14- Avec les signes de la valeur, comme le dollar ou l'euro, on observe les mêmes phénomènes de fluctuation permanente de leur « valeur » sur les marchés mais, à long terme, il est évident qu'ils perdent de la valeur face aux marchandises qui ont des valeurs intrinsèques.

ce sont bien les limites réelles dans la production et l'extraction du pétrole, le fait que son épuisement au niveau mondial soit une perspective certaine qui provoque l'augmentation de sa valeur et pousse ainsi à la spéculation sur ce produit sur les marchés.

Par rapport à l'augmentation des prix des produits agricoles, nous pensons, comme dans le cas du pétrole, que la spéculation ne fait également qu'amplifier le phénomène, mais qu'elle n'est pas la cause première de l'augmentation des prix. Si les capitalistes spéculent sur les produits agricoles c'est parce qu'ils se rendent bien compte que leurs prix ont tendance à augmenter, d'autant que l'offre ne parvient pas à suivre la demande croissante de ces produits. L'origine fondamentale de l'augmentation des prix des produits agricoles est également, comme dans le cas du pétrole, une augmentation réelle de leur valeur, mais elle est un peu plus compliquée à analyser que celle de la valeur du pétrole. Une explication complète dépasserait les objectifs de ce texte. Mais nous pensons qu'au-delà des apparences, les raisons sont fondamentalement du même type.

La difficulté réside dans le fait que l'augmentation des valeurs et prix des denrées alimentaires contredit la tendance généralisée à la diminution de la valeur unitaire des produits, liée à l'augmentation toujours croissante de la productivité du travail. Il est vrai que la technologie incorporée diminue toujours davantage le travail vivant immédiatement nécessaire à la transformation des matières premières

en produits finis, et devrait donc théoriquement en diminuer la valeur unitaire. Mais c'est oublier que dans la production des marchandises entrent également les matières brutes que sont la terre, l'eau et le pétrole que l'on ne peut pas produire à volonté, dont la quantité est limitée et qui se trouvent appropriées par le capital. Ainsi, on oublie la part importante de la rente de la terre qui entre dans la valeur des produits alimentaires (ce prix de la terre ayant très nettement augmenté ces dernières années) et l'on oublie également que l'épuisement de l'eau potable, l'appauvrissement et l'érosion des sols - dus à l'intensification de leur exploitation par le capital - diminue la productivité de la terre, ce qui augmente fatalement la quantité de travail nécessaire à la production des denrées alimentaires et donc la valeur de ces produits.

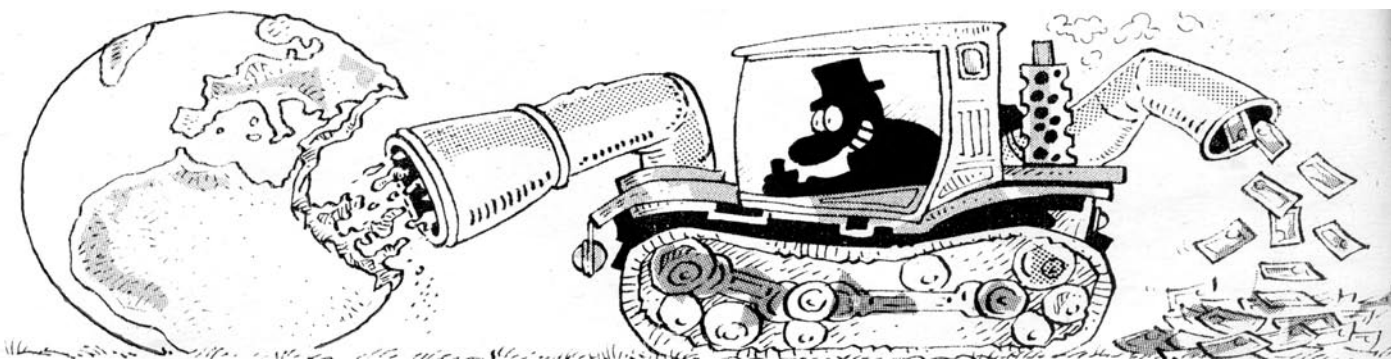
Dans le texte repris sous le titre «*Salaires, Prix et Profit*», Marx identifiait clairement les conditions naturelles du travail et l'état des forces de travail sociales productives comme les deux éléments principaux et indissociables dont dépend la force productive du travail et donc la valeur des marchandises produites :

«Si la quantité de travail nécessaire à la production des marchandises restait constante, leurs valeurs relatives resteraient également constantes. Mais tel n'est point le cas. La quantité de travail nécessaire à la production d'une marchandise varie constamment avec la modification de la force productive du travail employé. [...] Si par exemple, par suite de l'accroissement de la population, il devenait nécessaire de cultiver

Inde

On signale, en août 2007, des émeutes contre la pénurie alimentaire avec pillage d'entrepôts et répression violente (Etat de Bihar). Les prolétaires ne peuvent plus se payer d'huile alimentaire, de blé, de riz et de haricots secs. Selon les régions, soit les pluies catastrophiques soit la sécheresse aggravent encore leur situation. En août 2008, des émeutes de la faim éclatent dans l'Est de l'Inde (notamment dans l'Etat septentrional de l'Uttar Pradesh), où des inondations sans précédent en 50 ans ont déplacé plus de deux millions de personnes et détruit 250'000 habitations. A Supaul, un enfant a été tué et une trentaine de personnes blessées par des colis humanitaires jetés depuis les airs par des hélicoptères. Des vols de céréales ont à nouveau été signalés aux autorités dans plusieurs villes de l'Etat du Bihar, «l'un des plus pauvres du pays» selon l'expression bourgeoise.

un sol moins fertile, la même quantité de production ne pourrait être obtenue que par l'emploi d'une quantité plus grande de travail, et la valeur des produits agricoles s'élèverait en conséquence. D'autre part, si, avec les moyens modernes de production, un seul fileur transforme en filé, dans une journée de travail, mille et mille fois plus de coton qu'il ne pouvait le faire auparavant dans le même temps avec le rouet, il est clair que chaque livre de coton absorbera mille et mille fois moins de travail qu'auparavant et que, par conséquent, la valeur ajoutée par



Indonésie

Dans un contexte de tension sociale et de luttes récurrentes depuis des décennies, l'augmentation brutale du prix du soja (base du tofu, aliment courant) remet le feu aux poudres, combinée au doublement en quelques mois du prix de l'huile de palme, dont le pays est un des premiers producteurs mondiaux. En janvier 2008, le gouvernement lance des «mesures de contrôle des prix» tout en décrétant l'état d'urgence pour tenter de réprimer les manifestations de colère massives, notamment dans les rues de Djakarta. En mai, les subventions gouvernementales en faveur de l'essence sont radicalement réduites, entraînant une soudaine hausse de prix (avec les répercussions habituelles sur toutes les denrées de base) qui fait à nouveau descendre les prolétaires en masse dans les rues de la capitale (et d'ailleurs, certainement).

le filage à chaque livre de coton sera mille et mille fois moindre qu'auparavant. La valeur du filé tombera d'autant.»

Et Marx de conclure : «[...] *La force productive du travail doit, de toute nécessité dépendre principalement :*

1- *Des conditions naturelles du travail, telles que fertilité du sol, richesse des mines, etc.*

2- *Du perfectionnement continu des forces de travail sociales, telles qu'elles se développent par la production en grand, la concentration du capital et la coopération dans le travail, la division plus poussée du travail, les machines, l'amélioration des méthodes, l'utilisation de moyens chimiques et autres forces naturelles, la réduction du temps et de l'espace grâce aux moyens de communication et de transport, et de toute autre découverte au moyen de laquelle la science capte les forces naturelles et les met au service du travail.»*

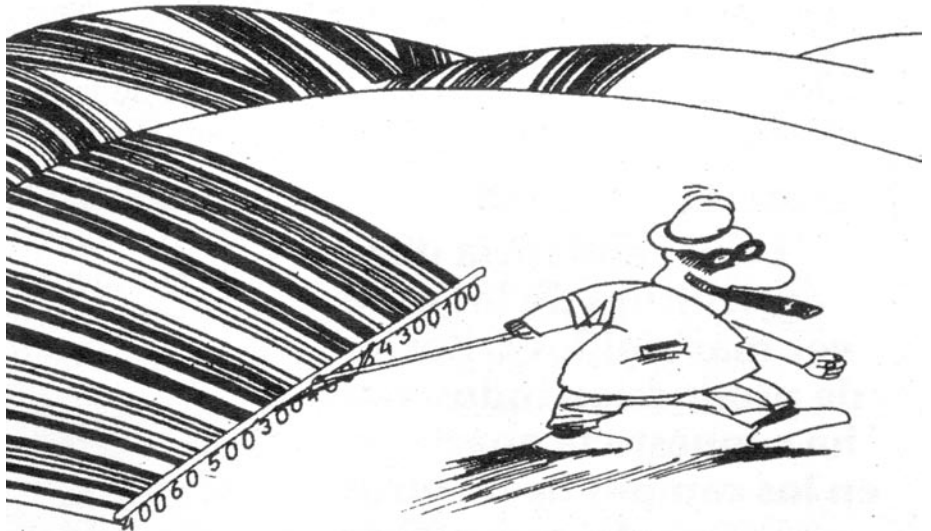
Sous le mode de production capitaliste, il apparaît clairement que le déve-

loppement du second élément (les forces de travail sociales) pousse inexorablement à la destruction du premier (à savoir les conditions naturelles du travail). En effet, le développement extraordinaire des *forces de travail sociales* capitalistes en est arrivé à un point tel aujourd'hui que la terre cultivable est de plus en plus rare, tout comme le pétrole, l'eau potable, et toutes les autres «ressources naturelles», rendant dès lors les *conditions naturelles du travail* de moins en moins favorables à une augmentation de la *force productive du travail*. Dit autrement, ceci signifie que l'augmentation incessante de la *force productive du travail* par le capital se trouve toujours irrésistiblement limitée, contrecarrée par les *conditions naturelles du travail*. En dépit des moyens mis en oeuvre par le capital -*au moyen de la science*, comme disait Marx- pour outrepasser ces conditions naturelles, celles-ci le rattrapent tôt ou tard. Malgré la prétention du capital à soumettre toutes les conditions naturelles à la valorisation, les conditions de production restent indéfectiblement liées à la terre, tout le montre aujourd'hui de façon catastrophique. Le résultat tangible de cette séparation entre l'activité humaine et la nature, c'est que le capital développe effectivement l'activité productive des hommes comme une force

hostile à la terre, antagonique, destructrice. A l'inverse, la révolution communiste s'affirme comme la réconciliation de l'activité humaine avec la terre.

Ainsi, l'exploitation agricole orientée en fonction des besoins immédiats de la valorisation capitaliste de plus en plus intensive exige chaque fois plus de travail, pour rendre la terre un minimum cultivable et donc implique une augmentation du prix des produits agricoles. De surcroît, la destruction permanente des terres cultivables par le capital (désertification, urbanisation, communications...) provoque une raréfaction de la terre.¹⁵ Certes chaque tonne de blé, de riz, de pommes de terre, de légumes... peut contenir moins de travail incorporé pour les multiples opérations «techniques» depuis l'ensemencement

15- Nous essayons de redonner ici au terme «terre» son caractère plus général en tant que planète Terre, ou si on veut : en tant que Nature, qu'ensemble de l'écosystème où se développe la vie et en particulier l'espèce humaine. Elle comprend non seulement la terre au sens restreint, mais l'eau, les minéraux, les forêts, les mers, les animaux et végétaux... et tout ce que le capitalisme appelle «ressources». Toute la Terre est appropriée par le capital et soumise à la dictature du taux de profit qui met en danger la possibilité même de vie sur Terre. L'expression de cette contradiction est la contradiction de classes ou autrement dit la contradiction entre la pérennité du capitalisme et celle de la vie.



jusqu'à la mise en rayon au supermarché, mais par ailleurs, elle contient incontestablement une part de plus en plus élevée de travail liée à la préparation de la terre (pour la rendre cultivable) et à l'approvisionnement en ressources nécessaires pour la production et la distribution (eau, pétrole). En outre, étant donné la croissante raréfaction des terres cultivables, de l'eau, du pétrole et autres ressources naturelles, le prix payé pour utiliser ces éléments -la rente, qui est fondamentalement un prix de monopole- ne fait qu'augmenter.

Ainsi, l'augmentation des prix de tous les produits provenant de la terre (tout comme ceux provenant des sous-sols et des mers) en 2007 et jusqu'à mi 2008 est fondamentalement due aux mêmes raisons que le pétrole. Dans chaque tonne de riz, de blé, de viande, de laine... il y a un pourcentage croissant de valeur qui revient à la rente de la terre et aux autres matières brutes qui rentrent dans sa composition (pétrole, eau...) par rapport au travail immédiat nécessaire pour la produire ¹⁶.

16- Soulignons également que c'est justement parce que la quantité de terre est limitée (et surtout de la terre cultivable), que la production des articles de première nécessité entre en contradiction avec les autres utilisations possibles de la terre, par exemple, pour produire l'alimentation des animaux (qui serviront eux-mêmes ou pas à l'alimentation humaine) ou pour les matières qui serviront de biocarburants. Oui, le conseil écologiste de maintenir le monde capitaliste actuel tout en substituant les biocarburants au pétrole contribue aussi à augmenter le prix des articles de première nécessité. Mais la culture des biocarburants n'est pas l'explication de l'augmentation généralisée des prix, elle est plutôt une autre conséquence de la raréfaction de la terre également provoquée par le capitalisme ainsi qu'en dernier instance, un facteur coadjuvant. Ajoutons encore, à ce niveau, qu'il est également vrai que le capitalisme a mis la bouffe de l'espèce humaine en concurrence non seulement avec la bouffe pour les porcs, les vaches et les poulets... mais aussi avec la consommation automobile. Répétons cependant que la raison générale de l'augmentation des prix des produits provenant de l'agriculture est celle beaucoup plus générale que nous venons d'exposer et ne pourra être solutionnée ni en imposant aux prolétaires de bouffer les céréales qu'on donne à bouffer aux animaux comme prétendent certains écolos (on diminuerait ainsi notre « empreinte écologique »), pas plus qu'en faisant disparaître de la terre les biocarburants.

En réalité, le capital n'a cessé depuis des décennies de mettre tout en œuvre pour contrecarrer cette inexorable tendance à l'augmentation des prix des produits alimentaires. C'est ainsi que le capital produit de la «bouffe» qui contient de moins en moins de composants

naturels, de moins en moins de «terre» (en tant que totalité des ressources naturelles de l'espèce). Amadeo Bordiga avait raison quand il affirmait face à tous les cons émerveillés par la science et technologie moderne que notre période historique sera connue dans le futur

Bolivia

Face à la lutte prolétarienne qui possède en Bolivie une grande tradition insurrectionnelle reconfirmée en 2003 et face à l'incapacité du gouvernement bourgeois de contrôler la paix sociale, également confirmée par l'occupation prolétarienne de villes dont la bourgeoisie de droite réclamait l'autonomie, la bourgeoisie internationale tente de polariser la société dans des contradictions interbourgeoises : progouvernement ou proautonomie (cette option étant soutenue par le Pentagone). Mais il se peut que cette stratégie finisse par lui exploser entre les mains.

Sur base d'un plan central dirigé par les appareils centraux de l'Etat mondial, un coup d'Etat a été tenté en Bolivie. A cette fin, les Etats-Unis envoyèrent Golberg comme ambassadeur, un spécialiste confirmé en ex Yougoslavie pour, sur base de son expérience en sécession (et escadrons de la mort), organiser le coup d'Etat. C'est ainsi qu'en septembre les putschistes, depuis les zones qu'ils veulent autonomiser par rapport à l'Etat central, occupèrent et sabotèrent des endroits clés de la production (tel que des gisements de pétroles, gaz, etc.), des bâtiments gouvernementaux, des villes, des moyens de communication ainsi que des centres de réunion et association de prolétaires.

Au-delà de son importance, la mobilisation contre ce coup d'Etat alla jusqu'à rompre le cadre pacifique et légaliste que les polarisations interbourgeoises tentèrent de lui imposer. Une fois de plus, le prolétariat passe à l'action directe, la lutte s'organise dans la pratique en dehors du gouvernement et rend impossible le plan de contrôle de l'opposition au coup d'Etat dirigé depuis les appareils démocratiques de l'Etat. Le prolétariat coupe des routes, maintient des barrages et va jusqu'à occuper des villes (Cochabamba que les putschistes aspiraient à transformer en l'une de leurs forteresses)... Le spectre des insurrections passées apparaît chez tous les protagonistes, la bourgeoisie tremble à nouveau.

Le coup d'Etat échoué, la bourgeoisie tente de donner de nouveaux éclats à sa polarisation : putschistes, Etats-Unis, «neo libéraux», «fascistes» d'un côté, et indigénistes, socialistes, démocrates, anti Etats-Unis de l'autre. Des marches pacifistes, syndicales, etc., s'organisent pour soutenir le gouvernement du MAS et Morales; les ennemis d'autrefois s'assoient pour négocier dans le but de calmer une situation qui potentiellement leur échappe des mains et qui présente le risque de se généraliser en dehors de la frontière bolivienne. Les gouvernements en service des autres Etats se déclarent contre le coup d'Etat autonomiste afin d'éviter que ne tombe le masque du gouvernement et du MAS.

Mais la situation sociale reste très tendue, le prolétariat en Bolivie vit dans sa propre chair l'accentuation de la misère sans que le gouvernement de Morales n'ait quoi que ce soit de différent à offrir.

« A vrai dire, les deux années du gouvernement de Morales n'ont pas signifié un changement positif pour les plus pauvres de l'orient. Les pauvres continuent à l'être où le sont plus qu'avant et Evo ne leur offre rien de tangible »

La rébellion des 100 clans.

D'autre part, le prolétariat a confirmé une fois de plus que seule l'action directe contre l'Etat, la force de classe, protège le prolétariat des coups d'Etat, de la répression capitaliste, de la misère,...

comme «l'âge de la Camelote»! Cette tendance produit aussi bien la bouffepoubelle de supermarché, de *fast food*, que la durée de «vie» volontairement limitée de la moindre machine produite sous la dictature du profit¹⁷.

Il est important de souligner aussi que, pour le capital, la diminution de la valeur des articles servant à l'alimentation des prolétaires est également un moyen d'augmenter le taux d'exploitation et donc le profit. Si le capital pouvait alimenter les prolétaires exclusivement de téléphones mobiles et d'engins en plastique (dont certains s'appellent «hamburgers», «poulets», «saumons»...) qui contiennent toujours de moins en moins de travail et «de terre», il le ferait! Aussi, par rapport à la raréfaction et l'augmentation de la valeur des éléments naturels, il est évident que le capital a intérêt à produire des marchandises de consommation destinées aux prolétaires qui en utilisent le moins possible. Il est clair qu'un «poulet» de grande surface, amas de gélatine insipide accroché à des os, qui a gardé le nom d'un lointain volatile pour les besoins du profit, contient beaucoup moins de travail humain mais aussi beaucoup moins de terre (espace, biomasse) qu'un poulet de ferme et encore moins qu'un poulet comme celui que mangeaient nos grands-parents. Plus encore, il est produit en beaucoup moins du temps (un tiers à un dixième), en fonction des besoins de rentabilité (vitesse de rotation du capital). C'est ce type de diminution de la valeur des produits d'alimentation et, en général, de consommation prolétarienne qui a produit, pendant les dernières décennies, la plus grande augmentation du taux d'exploitation de l'histoire (plus-value divisée par capital variable) de l'humanité. Au prix

d'une vaste supercherie, d'un escamotage accéléré et permanent des marchandises au contenu encore vaguement connu par des ersatz toujours plus pauvres, synthétiques et toxiques, elle a littéralement fait exploser les conditions de rentabilité... et a permis au capitalisme de connaître un formidable développement.

Ainsi, à un niveau plus général encore, la «bouffe poubelle» n'est qu'un moment du long et douloureux processus historique général de la dépossession de l'être humain de la terre qui accompagne inéluctablement depuis ses origines le développement du capital. Ce processus général consiste fondamentalement en une privation des prolétaires de la jouissance de la terre et son appropriation privative par le capital. Il s'exprime :

- par la séparation historique du prolétariat avec la terre pour le transformer en travailleur libre de ses moyens de subsistance et obligé de vendre sa force de travail au capital;
- par la répression par tous les moyens des populations encore liées à la terre :

en expropriant, en interdisant de pêcher, de chasser, de cueillir...

- par l'appropriation monopolistique et privative des graines et plantes par le capital, notamment via le développement des OGM qui, par des procédés modifiant la génétique des plantes, les rendent stériles, privatisant ainsi la reproduction même des plantes. On voit également de plus en plus de multinationales qui s'approprient la propriété des plantes traditionnelles dont les propriétés sont connues depuis de siècles par les indigènes. Pour cela, il suffit de prendre une plante, d'étudier sa composition, de changer ou d'ajouter un élément quelconque et breveter la formule. Ainsi par exemple l'entreprise *Proctor* du Colorado, suite à une série de manipulations scientifiques et de manœuvres administratives (comprenant comme il se doit l'arrosage des fonctionnaires autorisés) a fait breveter «*el frijol amarillo mexicano*», (fève jaune) consommée au Mexique depuis des siècles, et exigeant à partir de ce moment des droits de près d'un dollar par kilo de «*frijol*»



17- Un exemple significatif de cette tentative de diminuer la quantité de terre contenue dans les produits agricoles est le développement de l'hydroculture, permettant de produire vite des végétaux gorgés d'eau, avec cette tendance globale que même si le prix en sera un temps inférieur aux produits antérieurs, nous sommes perdants puisque le produit s'est appauvri.

vendu. Non seulement le capital continue la guerre de séparation de l'être humain avec la terre en le privant de ses moyens de survie, mais ce processus, avec la catastrophe de la société présente, prend des proportions gigantesques.

Tout le développement du capital est marqué par la contradiction infernale avec la terre nourricière, dont les animaux en général et l'être humain en particulier sont parties constitutives. D'un point de vue idéologique, le capital impose ainsi la véritable «civilisation» comme subordination totale de la campagne par les villes, supériorité du «progrès» sur la barbarie, du ciment sur la terre, de l'industrie sur l'élevage et l'agriculture...¹⁸ La croissance économique infinie est l'idéologie suprême du capital, qui prétend ainsi



La question démographique

«Comme la population tend incessamment à dépasser la limite des moyens de subsistance, la bienfaisance est une pure folie, un encouragement officiel à la misère. Tout ce que l'Etat peut faire, c'est d'abandonner la misère à son sort et de faciliter tout au plus la mort des miséreux.» (Malthus)

Tout comportement humain doit rencontrer, par la contrainte idéologique, législative, économique, armée... l'intérêt du mode de production capitaliste qui se contrefout de l'intérêt particulier des humains et de l'intérêt général de l'humanité. La question démographique n'échappe pas à cette règle.

Si la soif de profit des capitalistes nécessite une main d'œuvre abondante, la production de marchandise force de travail, la production de prolétaires, augmentera. Et lorsque les prolétaires deviennent excédentaires au point qu'ils ne servent même plus comme *armée industrielle de réserve*, qu'ils sont dénués d'intérêt pour le capital, il faut les détruire, comme c'est le cas pour toute marchandise, par la guerre, par la faim, par des épidémies, par des conditions générales d'existence impitoyables.

Le prétexte démographique pour justifier la misère dans le monde et la destruction des ressources naturelles sert à masquer la réalité d'un mode de production qui favorise l'exploitation des ressources naturelles de la même manière que l'exploitation de l'homme: sans limites. Ce n'est pourtant pas, à l'évidence, l'estomac des prolétaires qui appauvrit les sols fertiles, ce n'est pas la soif des prolétaires qui pollue les eaux, ce n'est pas la frilosité des prolétaires qui engloutit les ressources énergétiques... c'est la production de marchandises qui n'a absolument pas pour objectif de répondre à des besoins humains mais bien de la plus-value et conjointement, l'appropriation violente de tout moyen de subsistance par les bourgeois assoiffés de profits.

L'augmentation de la population mondiale, qui semble vertigineuse au cours du XX^{ème} siècle, est à replacer dans ce contexte des besoins en force de travail de l'économie mondiale. Et malgré cette augmentation démographique, produire les moyens de subsistance pour six milliards d'individus, ou plus, ne devrait pas être compliqué si les «ressources humaines» n'étaient pas dilapidées dans des activités anti-humaines qui n'ont aucune raison d'exister si ce n'est celle de la propriété privée, si les prolétaires ne sacrifiaient pas leur vie à protéger le monde de l'argent, si les bourgeois étaient dépossédés de leur pouvoir de dépossession. Bref, sous le communisme, la pénurie sera abolie.

Le mur qui se dresse devant l'humanité et qu'on se demande quand on va s'y cogner, ce mur a bel et bien été construit, en quelques siècles à peine, par le capitalisme. Le prolétariat a aidé la bourgeoisie, sous la contrainte, à le construire. Il lui revient de le détruire en détruisant les fondations de ce système qui nous prouve chaque jour que son existence future est incompatible avec celle de l'humanité.

parvenir à la domination totale de la terre.

Toute l'histoire de la société bourgeoise est l'histoire de la séparation de l'être humain de la terre (séparation qui se poursuit encore aujourd'hui!) et la prétention bourgeoise de dépasser le rapport naturel entre l'être humain comme partie de la Terre, comme appartenant à la Terre. Si ce processus continue encore aujourd'hui, il est clair que la séparation totale de l'être humain avec la terre est impossible. Bien que le capital prétende dépasser toutes les limites, sa capacité réelle à les franchir -au-delà de *sa volonté* donc- est limitée.

Il est vrai que les prolétaires finissent par «bouffer» des GSM et autres engins de merde, en une satisfaction aliénée de besoins aliénés; il est vrai que cela développe



des illusions sur la pérennité du monde actuel, surtout si on en arrive à captiver les prolétaires avec le catalogue sans cesse caduque, sans cesse renouvelé de ces mêmes camelotes, voire en leur faisant trier leurs poubelles (la croyance dans l'effet positif pour la planète de ce travail non payé ne fait évidemment que prolonger le système qui la détruit) ou aller voter... Mais tout a une limite, et la véritable limite du ca-

18- Soulignons ici qu'au départ, c'est bien la supériorité des peuples sédentaires (cultivateurs et éleveurs) sur les peuples nomades (pêcheurs, cueilleurs, chasseurs) qui est affirmée avec le développement des sociétés de classe. Elle est soutenue par diverses idéologies pour asseoir la supériorité de la civilisation (particulièrement liée aux religions monothéistes), vis-à-vis de tous les autres êtres humains jusqu'à nier cette qualité aux noirs, aux indigènes, à tous ceux qui n'avaient pas été contraints -notamment en raison de la luxuriance de la nature là où ils vivaient- de développer à vaste échelle la culture et l'élevage. L'extermination des Indiens du continent américain, l'esclavage généralisé ont été justifiés par cette idéologie de la supériorité des peuples agriculteurs et éleveurs sur les peuples cueilleurs, chasseurs, pêcheurs (il serait d'ailleurs intéressant d'étudier le cheminement sémantique par lequel le mot «culture», désignant au départ uniquement l'action de cultiver la terre est repris positivement comme «culture de l'esprit», «connaissances humaines», à partir du XVI^{ème} siècle, avec «inculture» pour antonyme). Au cours du développement du capitalisme, ce mépris change progressivement de registre et devient celui de toute la civilisation industrielle vis-à-vis de tout ce qui est lié à la terre : supériorité de l'industrie, de la science, de la ville sur l'agriculture, l'élevage et la campagne. L'être humain lié à la terre est considéré comme inférieur face à l'homme libre de vendre sa force de travail. Ce mépris et ce « racisme » transparaît très clairement dans bien des langues -grands vecteurs de l'idéologie- où une multitude de mots désignant l'homme lié à la terre sont hautement méprisants: rustre, péquenaud, pedzouille, plouc, bouseux, cul-terreux... jusqu'au mot «paysan» lui-même.

19- Ce rapport de la lutte des ouvriers d'industrie avec la terre s'exprime clairement dans le mouvement des luddistes, où c'est la machine elle-même qui est détruite par des ouvriers arrachés directement à la campagne et contraints de se soumettre au rythme de la machine, qui apparaît dès leur comme une puissance ennemie en face d'eux. Le mot « sabotage » exprime également cette contradiction directement vécue de l'homme arraché à la terre avec l'industrialisation: le « sabot », chaussure par excellence du paysan, est placé dans le rouage des machines, les empêchant dès lors de fonctionner.

pital, c'est le prolétariat qui ne paraît pas disposé à ne manger que des GSM et du «fast-food» et persiste à manger du riz, du blé, de la viande, du manioc, du poisson... d'autant plus qu'il recommence à descendre dans la rue pour le faire savoir.

Le capitalisme ne pourra jamais solutionner le problème de l'alimentation humaine, il est bien au contraire en train de l'approfondir toujours davantage... et plus globalement de menacer la survie même de l'espèce humaine (et des autres formes de vie) sur la Terre. La contradiction entre le capital et la Terre, et par conséquent entre le capital et la survie de toute espèce vivante, s'aggrave et s'aggravera de plus en plus.

Comme le capital a, pendant des siècles, dépossédé l'homme de la jouissance de la terre, la lutte contre le capitalisme a été fondamentalement la lutte des êtres humains pour résister à la séparation avec la terre. Pendant des siècles la social-démocratie, indéfectible adoratrice du mythe de la civilisation, de la science et du progrès, a regardé avec mépris la lutte des prolétaires des campagnes qui ont résisté à cette séparation. La social-démocratie a même théorisé cette idéologie raciste en considérant l'ouvrier de la ville et l'industrie plus apte à la lutte révolutionnaire que son frère de la campagne. Mais dans toutes les grandes insurrections prolétariennes non seulement s'affirme la tendance à l'unification des prolétaires (urbains-ruraux) mais aussi à lier les revendications plus importantes de la lutte contre le capitalisme, comme l'abolition de la propriété privée, à la question de la Terre. Ainsi, les prolétaires des villes comme des campagnes se rendent bien compte que leur lutte est indéfectiblement liée à la terre ¹⁹, d'autant plus que la question est d'abord celle de se nourrir. Toutes les grandes luttes révolutionnaires des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (Mexique, Russie, Espagne...) ont mis au même niveau la destruction de l'État bourgeois, du capitalisme, et la nécessité humaine de se réapproprier de la terre.

Birmanie

On nous a parlé de lutte «contre la junte militaire» et «pour la démocratie». Ce qu'on nous a par contre caché, c'est qu'avant toute cette récupération opérée par les médias internationaux, le prolétariat était sorti dans la rue en Birmanie pour protester contre... la même hausse des prix que partout ailleurs. Dès août 2007, malgré le souvenir vivace de la répression d'il y a vingt années, d'énormes manifestations se sont formées et des émeutes ont éclaté. La hausse brutale du prix des carburants (66 %) et du gaz (535 %) a entraîné celle du prix des denrées alimentaires et doublé le prix des transports en commun. Il s'agit donc bien d'une protestation directement de classe, contre la baisse du salaire réel. Les militaires ne sont là comme ailleurs que des agents particuliers du pouvoir du capital (et particulièrement des multinationales occidentales et orientales, françaises, américaines, chinoises...), ils ont fait leur sale boulot au service du taux du profit. Comme d'habitude, les médias bourgeois ont monté une belle campagne de désinformation mielleuse en se focalisant résolument sur la frange la plus pacifiste, dévote, démocratique... du mouvement, pour en faire le prétendu cœur même de la lutte. C'est ainsi que des moines bouddhistes ensafranés, non-violents et télégéniques ont été confiés à notre admiration, notre compassion et nos prières. Or, malgré l'invariable fonction sociale de la religion au service de l'ordre et la paix sociale, il faut voir qu'il s'agit aussi de jeunes prolétaires qui sont scolarisés par le biais des monastères mais n'y restent pas pour autant durant le reste de leur vie. C'est ne pas eux qui ont initié le mouvement mais comme ils ont également été touchés par la chute du niveau de vie, ils l'ont suivi et repris ses mots d'ordres contre l'augmentation de prix et contre le gouvernement.

Aujourd'hui également, les réactions du prolétariat dans le monde sont *fondamentalement* une lutte de l'humanité pour se approprier la terre contre la dictature du capital. Indépendamment de la conscience des protagonistes, c'est une lutte révolutionnaire qui a besoin de s'assumer comme telle: en affirmant la nécessité de la révolution sociale, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, de la réunification de l'espèce humain avec la Terre. Nous sommes convaincus qu'au fur et à mesure que cette lutte s'exacerbera, la lutte historique de l'humanité contre la séparation historique avec la terre prendra de plus en plus d'importance.

Déjà aujourd'hui, on voit que, dans certaines luttes, les prolétaires commencent à changer leur regard par rapport à cette résistance historique et à revaloriser les luttes des «peuples originaires», «indigènes» ou «aborigènes» (que les bourgeois se plaisent à nommer «premières nations») contre le capitalisme et l'État. Cette évolution est très importante dans le processus devant mener à l'unification des luttes du prolétariat contre le capital. De même, sous l'effet de l'accroissement des mouvements de révolte, on observe par exemple chez les indiens Mapuches une tendance à lier de plus en plus leur lutte à celles des autres prolétaires qui s'affrontent également à l'État.



«Cette société est un échec»

Chili

Prisonniers «Mapuches» en grève de la faim depuis le 13 mars : tous dans la rue !

«Il est clair que ce sont ceux qui en souffrent qui doivent se révolter contre la résignation et l'injustice, et qui doivent assumer de manière consciente et responsable le niveau de lutte et les conséquences qui peuvent émerger de chacun de ces combats et de ces actions. Mais ceci ne signifie en aucun cas que nous (les autres) devons rester impassibles pendant que l'affrontement se déroule. Nous ne pouvons pas être spectateurs d'un conflit qui met en danger la vie de nos camarades dans le sud. Ici se trouve, peut-être, le fondement de la manière dont on envisage la question des «Mapuches»... Les organisations qui se positionnent pour la liberté, contre le capitalisme, dans les universités et les quartiers pauvres, considèrent-elles réellement les prisonniers «Mapuches» comme leurs camarades? Jusqu'où cette division constante entre «Mapuche» et non «Mapuche» affecte-t-elle la solidarité? Peut-être que de nombreux groupes se tiennent en marge pour ne pas paraître cautionner des discours du genre «libération nationale Mapuche» ou «nation Mapuche». Pour nous, l'objectif final de la lutte vise le capitalisme et son système de division en classes sociales, directement responsable de l'exploitation et de la misère. C'est pour cela que nous ne voulons pas d'un territoire «libéré» (alors même que cette «libération» ne dit rien sur son organisation interne: fondée sur le clan, la famille, les classes sociales, le territoire?). Nous voulons un monde sans exploités ni exploiters. La tendance récurrente (et tant commune de nos jours) à séparer les luttes selon la race, le genre, les préférences sexuelles, l'attitude face aux animaux, les choix contraceptifs ou d'autres infinies variantes, ne nous concerne pas. Cette séparation en millions de

parcelles et de spécificités n'a abouti qu'à une flagrante désagrégation des forces et des capacités de rassemblement et à un estompement des horizons véritables. Quel est le sens du combat pour le préservatif? Nous ne la comprenons pas... Beaucoup pensent qu'il est évident que lorsque éclatera la guerre sociale, ce sera à nous, qui nous sommes opposés à la domination constante et systématique d'une classe sur une autre, de décider, d'un point de vue organisationnel, de l'usage ou non des préservatifs, de leur distribution, de ce en quoi il seront faits, etc. Mais dans ce cas-ci, comme dans une multitude d'autres cas, la lutte vise le capitalisme et les classes sociales, parce que je ne peux espérer de ce système qu'il m'apporte la solution aux problèmes que lui-même a engendrés. La classe bourgeoise, propriétaire de barrages, de terres, d'usines de cellulose et d'entreprises de constructions... m'aidera-t-elle à résoudre le problème des eaux contaminées, des terres expropriées, des accès payants même pour rentrer chez soi? Inutile d'y répondre... Enfin, et malgré les différences dans les discours et dans les manières de les mettre en pratique, et malgré notre rage face à certaines organisations qui perdent les pédales à la moindre occasion, une chose demeure, grande et indéniable comme le soleil : nos camarades dans le sud sont en prison, réprimés par ce même système qui sans s'encombrer de distinctions nous réprime et nous emprisonne tous (ou presque-tous). Cette même classe sociale qui nous exploite dans les villes, exploite, terrorise, réprime nos camarades «Mapuches», avec la notable différence qu'ils comptent là-bas sur l'isolement pour occulter leurs atrocités; comme cette fillette de 11 ans qui a perdu un œil après avoir été battue par les forces spéciales de carabiniers, ou cette camarade enceinte qui a perdu son enfant pour les mêmes raisons.

Ceci est une réalité et, que nous cautionnions ou non chacun des postulats de nos camarades en grève de la faim, que nous soyons d'accord ou non avec ces gens qui se révoltent et résistent à l'aliénation, la solidarité doit s'exprimer, peut-être pas dans les discours, mais dans la pratique, elle doit s'exprimer. L'isolement de ceux qui luttent, c'est ce que recherche le capital, c'est sur quoi il se fonde pour se perpétuer. Parce qu'ils sont incarcérés par ce même ordre social qui en a incarcéré et réprimé tant d'autres, parce qu'ils résistent en recourant au dernier moyen à leur disposition en prison – la grève de la faim –, parce qu'ils sont isolés et ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, parce qu'ils sont, au même titre que d'autres, exploités et prolétaires en révolte, pour toutes ces raisons, ils sont nos camarades et nous leur adressons un fraternel salut!

HOMOGENEISATION, UNIFICATION ET ASSOCIATIONNISME

La situation actuelle du capital produit une attaque contre tout ce qui touche à la survie, le prolétariat de tous les pays étant confronté à une brutale diminution de son salaire relatif ainsi que de son salaire réel, à une augmentation de l'exploitation. Les luttes prolétariennes contre cette attaque sont bien l'expression de la contradiction entre le capital et l'humanité, l'expression de la contradiction entre la dictature du profit et la vie sur la Terre. Ces luttes sont toutes des révoltes contre le capital, contre l'augmentation de l'exploitation qui se traduit par l'augmentation du prix de tous les articles de consommation prolétarienne.

Réaffirmons l'abc : l'attaque quantitative et qualitative contre la survie de notre espèce n'a *aucune cause extérieure au capital et à sa logique*. Le plus grand progrès du

capital ne peut être que l'aggravation de cette situation, l'exacerbation de la contradiction entre le capital et l'humanité, entre la société bourgeoise et la Terre. Pour le capital, la Terre elle-même devient insuffisante : les besoins de valorisation et la brutalité avec laquelle ils continuent à s'imposer, dans un espace trop étroit pour leur appétit insatiable, sont en train d'étrangler la vie dans un désastre dont nous ne mesurons pas encore ni toute l'ampleur, ni l'accélération.

Aujourd'hui, il ne faut plus être communiste pour affirmer que sans *changements* dans la société, on fonce droit dans le mur, mais il y a encore très peu d'humains qui affirment que si on ne *détruit* pas le capitalisme, c'est le capitalisme qui détruira l'espèce humaine. Il n'y a que les communistes qui affirment l'impérieuse nécessité de la *dictature du prolétariat pour abolir le travail salarié* comme condition indispensable à la survie de l'espèce humaine.

Au-delà de cette difficulté du prolétariat à affirmer aujourd'hui son projet de classe, résultant en grande partie de l'exacerbation de l'individualisme par la société bourgeoise, force est de constater que notre classe a

réagi à l'augmentation généralisée du prix des articles de première nécessité de manière beaucoup plus unifiée qu'il n'en est lui-même conscient. Les attaques actuelles du capital ont en effet produit une vague de luttes prolétariennes qui touche presque tous les pays du globe. Cela montre bien que la catastrophe de la société bourgeoise – qui augmente et homogénéise sans cesse les souffrances des prolétaires – ne peut que rappeler l'unité essentielle du prolétariat et favoriser la tendance à l'unification de ses luttes.

Il est évident de notre point de vue, que l'augmentation des prix des produits alimentaires provoque aujourd'hui une accélération de cette tendance. Si nous ne pouvons pas prouver cette accélération de manière « scientifique » et que la tendance à l'unification des luttes du prolétariat n'apparaît pas de prime abord – a fortiori aux yeux du citoyen atomisé – le développement de la lutte des classes en 2007/2008 nous paraît cependant être le signe le plus palpable de l'actualité de ce processus d'unification. Notre propre discussion internationale depuis la publication de nos dernières revues a d'ailleurs été violemment clarifiée par la réalité



Les «émeutes de la faim», c'est le prolétariat en lutte!

Partout dans le monde, la contradiction est toujours plus criante entre les besoins humains et les besoins du Capital, du pro•t capitaliste. Le sinistre manège meurtrier des bourses et des marchés, le calendrier cynique et assassin des plans d'ajustement structurels se traduisent pour notre classe par toujours plus de misère, de privation, d'empoisonnement quotidien et généralisé. La catastrophe du Capital s'accélère et c'est toujours notre classe qui en paie l'addition!

**Le Capital nous a dépossédés de tout pour nous forcer à travailler.
Quand il n'a plus besoin de notre force de travail, il nous laisse crever.
Le Capital tue et n'a rien d'autre à offrir.**

Mais le prolétariat n'encaisse pas éternellement la brutalité croissante des multiples attaques contre ses conditions de survie. Ces dernières semaines, dans des dizaines de pays à travers le monde, notre classe est descendue dans la rue, se réappropriant des moyens de vie et s'affrontant à l'Etat.

Face à cette réaction humaine, la social-démocratie déplore les pillages et les révoltes "sans issue". Au nom du sauvetage de la planète, elle nous prêche l'austérité, l'abnégation et la soumission. Dénonçant tel ou tel "effet pervers du système", reprenant le vieux mythe malthusien de la "surpopulation mondiale", elle nous ressert ses élucubrations de réformes comptables censées réguler le pro•t et humaniser la barbarie capitaliste.

Partout dans le monde les prolétaires s'en prennent dès aujourd'hui plein la gueule, par l'attaque généralisée contre le "pouvoir d'achat". Pourtant, la résignation, l'acceptation social-démocrate du "moindre mal" l'emportent encore globalement aujourd'hui: le pire est et sera toujours ailleurs, plus loin, dans l'autre partie du monde considérée «plus pauvre», «plus exploitée».

Avec l'indispensable soutien de ces idiots utiles, ces citoyens dociles qui votent et trient leurs déchets, ces spectateurs avachis qui devant leur télévision verseront peut-être une larme furtive sur "la violence et la faim dans le monde" entre deux résultats électoraux ou sportifs, la bourgeoisie peut encore se permettre de maintenir les luttes de notre classe dans l'isolement et rétablir sa paix sociale en assassinant impunément nos frères de classe en lutte pour leurs besoins humains les plus élémentaires!

**Crever ou lutter, il n'y a pas d'alternative pour le prolétariat.
Soutenons nos frères de classe en lutte,
luttons partout contre l'exploitation.**

**«Emeutes de la faim» – «Emeutes des banlieues»...
Ces luttes sont les nôtres.**

Notre ennemi, le Capital, est le même partout dans le monde.

Ce système est malade? Qu'il crève!

Groupe Communiste Internationaliste – Avril 2008

BP 33 -Saint-Gilles (BRU) 3 -1060 Bruxelles – Belgique (important: ne pas mentionner le nom du groupe)
e-mail: icgcikg@yahoo.com -notre presse sur internet: <http://www.geocities.com/icgcikg/>

Camarades, ce tract est une expression de notre classe en lutte, reproduisez-le, diffusez-le!

République dominicaine

Manifestations, grèves générales et affrontements avec les forces de l'ordre contre la hausse de prix des produits de consommation courante, les coupures d'électricité, pour la normalisation de la distribution d'eau ainsi que pour des augmentations de salaires dans les secteurs publics et privés.

même de la lutte de classes durant cette dernière année. S'il serait trop optimiste d'y voir la reconstitution du prolétariat en classe mondiale, il est incontestable cependant que cette tendance historique commence à s'exprimer.

Cette tendance à l'unification des luttes de notre classe, la bourgeoisie a évidemment tout intérêt à la cacher. Ainsi que nous l'avons largement souligné dans ce texte, la bourgeoisie s'empresse de voiler le caractère fondamentalement prolétarien des luttes en question en leur apposant de multiples étiquettes : *émeutes des banlieues, révoltes de la faim des habitants du tiers-monde, conflits ethniques/religieux, grèves salariales, luttes des peuples opprimés*, etc. Bien sûr, ces idéologies séparatrices ne sont pas l'unique base de la non-reconnaissance mutuelle des prolétaires de leurs luttes respectives. Il est évident que les conditions objectives de vie du prolétariat influent également sur cette non-reconnaissance.²⁰ Si l'un des aspects

20- Nous développons ce thème de l'inconscience de classe dans notre texte « *Proletario, yo?* » paru dans notre revue en espagnol, *Comunismo* n°57 (février 2008), à paraître ultérieurement dans notre revue en français.

21- L'imposition de la drogue dans les banlieues et lieux de fortes concentrations de prolétaires excédentaires est une vieille pratique de la bourgeoisie dans le monde, dénoncée par tous les groupes révolutionnaires. Le rôle actuel de la « pasta base » imposé par les appareils centraux et impérialistes de l'Etat, en Amérique latine, est en ce sens exemplaire en terme d'abrutissement ultraviolent (et de destruction) des prolétaires.

de la réalité catastrophique du capital mis en avant dans l'éditorial de notre revue précédente était bien le développement des bidonvilles et des banlieues-dortoirs, il est important de souligner ici que le fait de stocker les prolétaires (dont 2/3 sont immigrés) dans des ghettos, de les empêcher par divers moyens d'en sortir (contrôles de police, organisation des transports, etc.), contribue à fortifier l'idéologie aux yeux du reste du prolétariat que ceux qui vivent dans les banlieues sont de la racaille, du sous-prolétariat, du lumpen, etc. L'urbanisme est l'organisation de l'espace pour les besoins du capital, pour la contention et la répression du prolétariat. Ce flicage sournois apparaît en même temps comme une réalité objective, il « naturalise » les séparations et participe ainsi pleinement de cette non-reconnaissance subjective entre prolétaires d'appartenir à une même classe. Du côté de ces prolétaires excédentaires vivant dans les banlieues, leur enfermement et leur abandon total à leur sort misérable peuvent faire naître chez eux, de manière contradictoire, à la fois des mécanismes de repli communautaire (religieux ou nationaliste par rapport au pays d'origine) et/ou d'autodestruction (augmentation de la violence entre prolétaires, abrutissement par les drogues,²¹ etc.) et une opposition générale au système, se traduisant par l'absence d'illusion quant à sa réforme, ces tendances pouvant à leur tour rendre difficile la reconnaissance de ces prolétaires dans la lutte des prolétaires qui ont un travail, représentant pour eux la société dont ils sont exclus.

Il est clair que les séparations qui résultent directement des politiques urbanistiques bourgeoises participent également de la division actuelle des rangs prolétariens et constituent, à côté des séparations idéologiques entretenues par la social-démocratie, un cordon sanitaire physique et directement matériel contre l'affirmation de l'unité essentielle du prolétariat. C'est dans tous les aspects de la vie sous le capital que la bourgeoisie développe en permanence tout un

arsenal d'appareils, de structures et de mécanismes-idéologiques et directement matériels- visant à prévenir, entraver ou réprimer physiquement le processus d'unification des luttes, suivant son état d'avancement. Tous ces moyens mis en oeuvre ont fondamentalement pour objectif de protéger l'ordre capitaliste contre les attaques de son fossoyeur, le prolétariat.

Ces idéologies selon lesquelles les prolétaires auraient des intérêts distincts

Mexique

Depuis le début 2007, les protestations s'amplifient contre la forte augmentation de la tortilla et l'ensemble des produits alimentaires (évaluée à ce moment entre 40 et 100%). Le 31 janvier 2007, des dizaines de milliers de manifestants convergent vers la capitale. Le prolétariat continuant à descendre dans la rue durant toute l'année 2008, le gouvernement se voit forcé de contrôler les prix des aliments. Au-delà de la diversité des mots d'ordre affichés, tous les manifestants protestent contre l'augmentation des prix des aliments, l'insuffisance des salaires, la diminution de la qualité de la vie, la politique gouvernementale et en particulier les prétendues « réformes structurelles » avancées par le président Felipe Calderón, parmi lesquels la dite « réforme énergétique ». Lors de la grève générale du 2 septembre dernier, les meetings se multiplient, les prolétaires occupent différents bâtiments privés et publics comme la Plante de PEMEX (Pétroles Mexicains) en Zapopan, l'aéroport de Guadalajara... Ils organisent également des « piquetes » de blocage de routes importantes, comme la route La Barca-Zamora. Dans l'après-midi, différentes organisations de pensionnés et d'étudiants ont pris symboliquement le Palais Fédéral et ont marché vers le Palais Gouvernemental où un meeting a été tenu, tout comme à la Plaza de Armas.

et cloisonnés à défendre ont encore une force matérielle bien réelle aujourd'hui et entravent toujours la reconnaissance mutuelle par les prolétaires de l'identité de leur condition et de leurs luttes respectives, mais fondamentalement, aucun appareil de la bourgeoisie ne pourra jamais empêcher que chaque lutte du prolétariat contienne -et exprime à un certain niveau, nous insistons sur ce point- la totalité et l'unité du projet qui fait du prolétariat *«la première classe exploitée et révolutionnaire de l'histoire»*.²²

Pour nous, l'unification actuelle des luttes du prolétariat résulte bien directement de l'approfondissement de la catastrophe capitaliste et n'est nullement le résultat de l'action d'un quelconque parti ni de la volonté de minorités révolutionnaires²³. Comme nous l'avons évoqué à propos du prix des denrées alimentaires, les attaques brutales du capital et les dégradations des conditions de survie qui en découlent prennent une dimension globale qui pousse dans le sens d'une réaction plus homogène de notre classe, dans le temps, la forme et le contenu des luttes. C'est un aspect majeur de la dynamique catastrophique du capital, à savoir qu'il joue contre lui-même, incitant

22- Comme nous le développerons ultérieurement dans nos revues en français à travers la critique du léninisme (déjà entamée en espagnol), la clef de voûte de la social-démocratie et en particulier de sa variante marxiste-léniniste est d'avoir toujours séparé les dits intérêts historiques du prolétariat de ses dits intérêts immédiats, pour lui faire renoncer à ceux-ci au nom de ceux-là, et donc en réalité lui faire renoncer purement et simplement à tout intérêt de classe pour lui imposer la misère et le bagne capitaliste, l'exploiter toujours davantage, au nom du Progrès social ou de la Révolution. Jamais le prolétariat ne doit renoncer au *moindre* de ses intérêts!

23- Pour nous, à l'opposé des conceptions social-démocrates, la conscience se développe dans la lutte et non l'inverse. Quant au parti, il n'est pas en soi « à construire » pour « donner à la classe le guide qui lui manque ». Dire que le prolétariat s'affirme comme classe, en dehors et contre les organisations bourgeoises d'encadrement, ce n'est pas autre chose que de dire qu'il s'organise en parti, le parti de l'abolition des conditions existantes opposé au parti de l'ordre.



chaque fois plus son «propre fossoyeur» à réagir, favorisant chaque fois plus l'unification de ses luttes au niveau mondial : en satisfaisant ses besoins exponentiels de profit, de valorisation, le capital menace en même temps sans cesse les séparations idéologiques ou directement matérielles opiniâtrement entretenues au sein du prolétariat pour assurer son exploitation. Avec l'approfondissement de la catastrophe capitaliste et le développement des luttes, il est clair que la bourgeoisie aura de plus en plus de mal à semer et entretenir la zizanie au sein de notre classe, car les différences objectives de traitement du prolétariat -bases matérielles utiles à la division et à l'inconscience de classe- ont tendance à s'amenuiser. Comme nous avons voulu le souligner dans l'éditorial de notre revue précédente, la bourgeoisie semble bien consciente du fait qu'elle aura de plus en plus souvent à affronter un prolétariat de plus en plus en plus unifié, et elle s'y prépare tant bien que mal.

Comme le soulignait déjà Marx dans *Les luttes de classes en France*, c'est bien dans les luttes contre les attaques que le capital lui inflige que le prolétariat perd ses illusions : chaque défaite du prolétariat, affirme-t-il en substance, est ainsi en même temps une victoire en ce sens

qu'au cours de la lutte, les masques dont se farde la bourgeoisie ne cessent de tomber. Seul le développement des luttes donne au prolétariat la force de rompre, chaque fois plus clairement, avec les séparations imposées par la bourgeoisie. Ceci, nous le répétons, n'est pas à la base une question de conscience, ni de parti : c'est l'approfondissement de la catastrophe capitaliste qui contraint le prolétariat à lutter et, dans ce processus, à s'affronter de manière exacerbée à l'antagonisme de classe. Le développement de la catastrophe capitaliste ne peut que faire apparaître de plus en plus clairement la polarisation de la société en deux camps ennemis : la bourgeoisie et le prolétariat.

Cependant, il est évident qu'aujourd'hui, la simultanéité, l'ampleur et même la clarté de la réaction prolétarienne contrastent cruellement avec l'absence de conscience claire du projet social révolutionnaire, le communisme, de même qu'avec l'absence de *reconnaissance mutuelle* de ces luttes comme étant *mondialement* celles d'une seule et même classe. N'en émerge pas davantage une prise de conscience de la nécessité de *s'organiser plus fortement* contre notre ennemi. Si l'unicité du prolétariat est bel et bien rendue plus que jamais manifeste par la



généralisation des politiques d'austérité dont il paie les frais, si les foyers de lutte et leurs cibles expriment bien l'unicité de notre intérêt de classe à travers le monde, les processus réels de centralisation demeurent quant à eux rares et localisés. Le manque d'associationnisme, d'affirmations programmatiques, de continuité, de centralisation internationale, intimement lié à la destruction profonde du lien social évoquée plus haut par divers exemples... continue à être la grande lacune du prolétariat dans sa lutte pour mener à bien la destruction de cette société criminelle.

D'un point de vue historique, l'état de notre classe est donc fort différent de ce qu'il fut par exemple dans les décennies qui ont précédé la vague révolutionnaire des années 1917-1921. On avait en effet vu à l'époque se développer une vague d'associationnisme prolétarien où la presse classiste était l'organisateur collectif de millions de prolétaires qui se reconnaissaient en tant que tels et proclamaient internationalement le besoin de détruire la société capitaliste mondiale. A l'instar de ce que nous disions plus haut pour marquer notre antagonisme aux «théories de la séparation», il serait cependant erroné de prendre cette référence historique comme un critère absolu, et juger du haut

d'une chaire de «révolutionnaire professionnel» qu'«il n'y a pas de conscience», qu'«il n'y a pas d'organisation», qu'«il n'y a pas de parti»... comme si l'on pouvait tirer du passé un schéma formel auquel la lutte de classe devrait se conformer! Au-delà de la critique de ces caricatures à base léniniste, amplement promotionnées par toute la social-démocratie à prétention «radicale», nous devons aussi relativiser cette absence d'organisation et de conscience de classe :

- Tout d'abord, s'il est bien évident que si notre classe ne s'exprime pas encore en tant que classe «consciente», qu'elle ne s'exprime pas en tant que sujet international luttant pour l'abolition de l'ordre existant, il nous faut aussi relever que partout l'on commence à affirmer que les causes sont les mêmes, que *«le monde ne va plus bien»*, *«qu'on ne peut plus continuer comme ça»*. De plus en plus se trouve explicitement établi le rapport entre la putréfaction des conditions de survie et le monde de l'argent qui nous opprime. Il ne s'agit pas exactement de ce que les révolutionnaires ont toujours inclus dans le terme de conscience, mais cela exprime néanmoins la conscience que le système mondial actuel est contre «nous», que ses défenseurs sont contre «nous».

Voici un texte diffusé en novembre 2007 et signé par **«les preneurs et preneuses d'otages du campus universitaire de Grenoble»** (France). Tout en se limitant malheureusement à l'horizon étroit du territoire français (ce qui y est assez habituel), ce texte exprime incontestablement la tendance du prolétariat à s'organiser plus consciemment, à dépasser certains des cloisonnements qui entravent sa lutte.

Pour l'intensification et la convergence des luttes !

Depuis quelques années, ça n'arrête pas de brasser¹. La révolte fait bien plus que gronder: elle éclate régulièrement par sursauts plus ou moins durables et intenses. L'Etat en est la cible, toujours. Les syndicats et organisations de gauche sont à la ramasse et ne cherchent qu'à calmer le jeu. Pas la peine de chercher bien loin ce qui nous pousse tou-te-s à nous révolter: les rapports sociaux capitalistes font que la plupart des individus dans ce monde ont une vie de merde². Police, travail, thunes, hiérarchies et discriminations, dépossession de nos vies, c'est la hass (la galère, la merde, NDR.) et toutes les occasions sont bonnes pour faire comprendre aux tenants du système qu'ils ne pourront pas nous tenir le nez dans la merde sans qu'on réagisse.

Depuis quelques semaines, plein de monde s'est retrouvé à manifester dans la rue, encore une fois. Mais les manifs plan-plan, on sait ce que ça donne si on se contente de ça: ça ne donne rien. T'as le droit de manifester calmement ton mécontentement, c'est la démocratie. Mais ne t'étonne pas si le pouvoir s'en bat les reins, c'est la démocratie.

Les cheminots se mettent en grève pendant une semaine, c'est le bordel dans la circulation des trains dans toute la France mais le gouvernement ne cède pas: il ne fait que «négocier» avec la CGT et

les autres syndicats qui endorment doucement la colère des cheminots. Alors plusieurs cheminots dans toute la France ont mené des actions directes illégales pour intensifier leur lutte (sabotage de lignes et saccage de gares).

On retrouve le même phénomène dans les luttes étudiantes: de nombreuses facs sont bloquées et occupées, certaines se font expulser par la flicaille (trois fois à Grenoble, mais aussi à Paris, Nantes, Rennes, Strasbourg, Montpellier, Lyon, etc.). Les principaux syndicats désertent la lutte et «négocient» des miettes eux aussi. Là encore, certaines facs connaissent des actes de sabotage (par exemple contre des caméras de vidéo-surveillance) et quelques manifs sauvages tournent à l'affrontement avec la police et à la casse de commerces et de voitures (notamment à Paris et Grenoble). Du côté des lycées, de nombreux établissements se retrouvent bloqués. Et la joie et l'énergie des manifs sauvages sont souvent fort lycéennes?

Ces derniers temps, d'autres secteurs ont fait grève, comme les marins-pêcheurs et les salarié-e-s d'EDF, qui pratiquent également le blocage et le sabotage pour donner plus de poids à leurs luttes.

On ne peut que se réjouir de ces moments de lutte. Quand la détermination prend le pas sur la résignation, le mot d'ordre démagogique de Sarkozy peut devenir le nôtre: ensemble, tout devient possible.

Et c'est là que ça coïncide: on parle de convergence des luttes, mais en réalité chacun-e lutte dans son coin. C'est le problème des luttes corporatistes et réformistes... Ne peuvent en ressortir que des aménagements du système capitaliste, ça veut dire qu'au mieux on aura une vie de merde un peu moins pourrie. Il y a un an et demi, le CPE n'est pas passé. C'est bien, mais par définition rien n'a changé. Et ça ne peut pas nous suffire.

Alors c'est encore des quartiers les plus pourris de France que nous vient un élan insurrectionnel moins restrictif: dimanche 25 novembre, à Villiers-le-Bel (dans la banlieue nord de Paris), deux jeunes qui



circulaient sur une petite moto sont renversés par une voiture de police et sont tués sur le coup. Comme il y a deux ans, cela déclenche des émeutes dans le quartier. Des dizaines et des centaines de personnes s'insurgent contre la police, en solidarité avec les deux morts: le bureau de police de Villiers-le-Bel a été incendié, celui d'Arnouville (ville voisine) a été saccagé. Plusieurs voitures ont été incendiées, dont des véhicules de police et de pompiers.

Comme ils l'ont fait pour les grévistes des transports publics et pour les bloqueur-e-s d'universités, les médias sont à l'affût et s'empres-sent d'insulter les émeutier-e-s: par exemple, sur France Info le 26 novembre, un salarié ³ d'une agence immobilière ⁴ de Villiers-le-Bel déclare que c'est «stupide» de «casser» dans le quartier même où les émeutier-e-s vivent... Mais dans ces moments là, la rage s'exprime comme elle peut. De toute façon, qu'est-ce qui a été cassé ou cramé à part des voitures ce soir-là? Des comicos, des concessionnaires automobiles, une agence immobilière, différents commerces dont une bijouterie qui a été pillée (bien joué!).

Les possédants se plaignent qu'on casse leurs magasins mais jamais ils ne se poseront la question de comment c'est relou qu'ils cassent nos

vies en trois mille morceaux. Le seul moyen de s'en sortir c'est de se faire de la maille par tous les moyens: tout le monde reste en mode «survie», et ceux qui «réussissent» changent de camp. C'est la loi de la jungle et faut pas voir peur des mots, ça s'appelle «capitalisme». Et c'est pas une fatalité, ce système d'exploitation et d'inégalités n'a rien de «naturel». Alors Pourquoi On Resterait Calmes ⁵?

A gauche, la réaction est claire, quand on demande à François Hollande (chef du Parti Socialiste) s'il cherche à «comprendre» les émeutier-e-s, il répond direct: «il n'y a pas à comprendre, il faut condamner ⁶».

Bref, c'est toujours le même cirque politico-médiatique.

Et si la meilleure des polices ne porte pas l'uniforme ⁷, il n'empêche que la flicaille en uniforme (et la BAC et les «RG» et les indics) est en force partout, du campus de Grenoble jusqu'à Fontaine et la Villeneuve en passant par les rues du centre-ville.

Preuve permanente que l'Etat nous met un max de pression... mais on lâchera pas l'affaire ⁸.

**Les preneurs et preneuses
d'otages du campus universitaire
de Grenoble / SMH, Nov 2007**



Notes:

1- Entre autres occasions ces derniers temps: mouvement lycéen lors du printemps 2005, émeutes des quartiers pauvres dans toute la France en automne 2005, mouvement «anti-CPE» au printemps 2006, émeutes de la gare du Nord à Paris en mars 2007, actions directes contre les locaux de partis politiques et manifs sauvages avant et pendant les élections présidentielles, etc.

2- A des degrés divers, certes, c'est d'ailleurs là-dessus que «jouent» ceux qui cherchent à nous diviser.

3- Un cadre ? un sous-directeur ? un employé de base ? on ne le saura pas...

4- A part les bourgeois pleins aux as, qui n'a jamais eu envie d'exploser une vitrine d'agence immobilière? Qui, d'une façon ou d'une autre, ne connaît pas ou n'a jamais connu de galères de logement? Qui nous rackette le «droit» de vivre sous un toit si ce ne sont pas l'Etat, les proprios et les agences immobilières?

5- Pendant que la censure peine de tous ses efforts et que d'obscurs syndicats de porcs, en cas d'encombrantes bavures invoquent le coup du sort et nous convoquent leur état major.

6- Sur France Info le 26 novembre 2007.

7- Parce que la meilleure des polices, c'est ton taf, ta télé, tes crédits, tes anxiolytiques, neuroleptiques, antidépresseurs (...) la meilleure des polices, c'est tout ce qui te fait marcher droit avec ton propre consentement, sans jamais oser montrer les crocs...

8- Et qu'on ne vienne pas nous parler d'aller voter ! Ni pour Ségolène Royal ni pour qui que ce soit, ce qu'on veut c'est modifier les rapports sociaux. Parce que le problème, c'est pas le nom ou la tête du Président de la République, le problème, c'est la République, c'est l'Etat, c'est la hiérarchie sociale, économique et politique, c'est un système. Alors ouais, on a du pain sur la planche si on veut révolutionner ce monde de merde, mais on n'a pas grand-chose à perdre...

- Ensuite, un mouvement de lutte comme celui que nous connaissons aujourd'hui présente forcément un certain niveau de conscience. Cette conscience peut se refléter, par exemple, dans le choix des cibles auxquelles il s'attaque : sont en effet directement visés la bourgeoisie et ses divers organes, agents, institutions et officines, y compris sociales et humanitaires, tant nos affameurs directs que ceux qui prétendent nous sauver de la misère par le bulletin de vote, par la guerre contre un «ennemi extérieur» ou par l'abnégation rampante.

- Enfin, on ne peut pas dire non plus qu'il n'y a pas du tout d'associationnisme, d'organisation à un degré plus volontaire et conscient. L'intensité et la constance dans la lutte dans différents pays montre des niveaux d'organisation pour l'action, pour les manifestations, pour les combats... Encore une fois, comme on l'a souligné à multiples reprises dans nos textes, l'associationnisme existe mais sans maintenir de réelle continuité. Il se développe très vite et disparaît aussitôt après le mouvement. En outre, étant éphémère, il n'adopte pas de formes internationales (ou autrement dit n'assume pas le caractère fondamentalement internationaliste et apatride de toute lutte prolétarienne), ni se préoccupe suffisamment du projet révolutionnaire.

L'analyse de cette situation mitigée est pour nous d'une importance vitale: si d'un côté la généralisation, la massivité, la force et la capacité de combat sont certainement assurées dans le futur immédiat, la capacité de triompher au niveau mondial face au capital n'est pas assurée. L'inconscience de classe (c'est-à-dire de communauté d'intérêt, d'objectif) facilite non seulement les distorsions et falsifications de la lutte de notre classe (et donc son isolement, étape indispensable pour en accomplir impunément la répression) et laisse aussi le champ libre à la perte d'autonomie du mouvement, à son embourbement progressif dans le frontisme avec des fractions bourgeoises, jusqu'à la transformation de la lutte de classe en lutte ou guerre inter-bourgeoise. Le dépassement ou non de cette contradiction entre l'ampleur de la réaction prolétarienne et le manque d'associationnisme conscient au niveau international jouera, à nos yeux, pour beaucoup dans la résolution -révolutionnaire ou contre-révolutionnaire- de la contradiction sociale globale. Aussi, dans une situation où la proportion de minorités révolutionnaires par rapport au mouvement réel du prolétariat est plus petite que jamais, *la lutte à contre-courant* de ces minorités est en même temps plus décisive que jamais.

Prenons un exemple d'actualité brûlante et réaffirmons la perspective communiste. Il est absolument vrai que le Pentagone associé à d'autres forces impérialistes agit contre les gouvernements bolivien et vénézuélien, ainsi que le dénonce la gauche nationaliste bourgeoise aujourd'hui. Cependant, eu égard à la crise de tout le système bourgeois, à ses attaques contre le prolétariat et face à la lutte que mène celui-ci, l'action du Pentagone coïncide intégralement et fondamentalement avec celle de tous les gouvernements du monde et de toute la gauche, dans le but de neutraliser l'actuelle lutte prolétarienne contre le système social en l'embrigadant derrière

des fractions bourgeoises. Pentagone et gouvernements auto-proclamés anti-impérialistes agissent en fait dans le même intérêt de classe: faire passer au dixième plan la lutte qui se développe dans tout le continent et le monde contre l'augmentation des prix des produits de base et repolariser toute la société selon les contradictions intergouvernementales, entre d'une part les gouvernements nationalistes bourgeois d'Amérique Latine et d'autre part l'Etat des USA.

Face à cela, l'action révolutionnaire minoritaire doit affirmer comme toujours :

**Aucune solidarité
avec aucun gouvernement
et aucun Etat!
Ils sont tous ennemis
de la lutte prolétarienne!**

**Continuons la lutte
contre la dégradation
de nos conditions de survie**

**Contre le capitalisme,
pour la révolution sociale**

Parce que ce n'est sûrement pas en acceptant les polarisations entre Etats et en servant de chair à canon que nous, les prolétaires, mangerons mieux, respirerons mieux, boirons mieux... vivrons mieux, mais bien au contraire en luttant contre le capitalisme et tous ses Etats, en nous constituant en classe, en parti, imposant nos intérêts mondiaux révolutionnaires.

**CREVER OU LUTTER...
il n'y a pas d'alternative
pour le prolétariat**

**Notre ennemi, le capital,
est le même partout
dans le monde**



révolution

CHILI

Ces dernières années ont surgi de nombreuses expressions de luttes à partir desquelles le prolétariat tout entier unifie son combat, dans le temps et dans l'espace: les «Mapuches», les prisonniers, les étudiants, les banlieues (Villa Francia, Lo Hermida, La Pincoya, Pudahuel, La Victoria, etc.). Des consignes et des luttes contre l'intervention de l'Etat chilien en Haïti sont également apparues. Du point de vue de l'associationnisme, des centres de documentation, bibliothèques, maisons d'édition, organisations de lutte contre les prisons, mouvements et organisations formelles et informelles qui tendent à la centralisation (comme des groupes autodénommés «insurrectionnalistes» et «encapuchados» ce qui signifie «encagoulés») se sont également développés. Nous soulignons donc certaines des expressions prolétariennes portées par divers groupes et militants: elles démontrent qu'au Chili la lutte du prolétariat contre le capitalisme et l'Etat exprime, à contre courant, un niveau de conscience révolutionnaire tel qu'il tourne au ridicule ceux qui dans ces luttes cataloguées de «jeunes, marginaux, banlieusards, lumpens ...» ne voient rien d'autre que des expressions aveugles ou sans perspectives. Luttons, dès lors, pour propager cette conscience, précisément pour s'opposer à tous les social-démocrates et autres léninistes qui cherchent à nous inoculer «leur» conscience.

«L'opposition du prolétariat à la société de classes ne découle pas de l'adhésion à un discours déterminé, ni à une identité, ni même à un positionnement politique tel que nous l'entendons habituellement. L'opposition des prolétaires à la bourgeoisie est une question matérielle et non idéale, une question vitale, une question de programme historique vivant»

Quand les prolétaires de tous les pays ont fait trembler l'ordre bourgeois, de faux critiques se sont mis à produire des slogans en série, qui ont eu un impact important. Ils ont eu pour conséquence de brouiller la vision de notre classe et ont fini par confondre celle-ci.

Détourner l'attention vers des questions qui n'appartiennent pas à la lutte des classes est une tactique à laquelle les bourgeoisies nationales ont eu recours plus d'une fois. Le combat anti-fasciste s'articule en ce sens, avec pour seul but de transformer la lutte de classes en une lutte d'intérêts inter-bourgeois (comme les luttes de «libération nationale»). Sous cette logique se sont bâties des alliances qui appelaient à «combattre la bête fasciste», quand silencieusement la bête bourgeoise nationale passait par les armes les prolétaires qui refusaient de mordre à l'hameçon. L'existence du prolétariat n'est possible qu'en dehors de tout frontisme, de toute alliance de classe; ce n'est qu'alors qu'il pourra imposer son projet historique.

Saluons d'ici nos camarades anti-fascistes qui sont maintenant derrière les barreaux, car ils sont victimes tant de l'idéologie bourgeoise que du système capitaliste qui en découle. Mais nous leur adressons également un appel à affiner leur vision et à rompre avec toute tendance qui joue la carte de la complicité avec la dictature bourgeoise, un appel à lutter pour les intérêts de notre classe, en totale rupture avec tout courant qui s'oppose aux effets et non aux causes de ce système.

Fasciste ou anti-fasciste, les seuls ennemis de notre classe sont la bourgeoisie et leurs cerbères ! Emancipons-nous par la guerre sociale !

Le prolétariat ne peut obtenir son autonomie qu'en rompant une fois pour toutes avec l'idéologie démocratique. Il n'y a rien de démocratique dans la lutte de classes, et que tant de prolétaires soient enfermés dans la tradition démocratique ne démontre rien d'autre que la faiblesse de notre classe en période de reflux. C'est précisément en des moments de rupture violente que le prolétariat parvient à clarifier ses ruptures, à affirmer son projet autonome et révolutionnaire. Jamais le prolétariat ne pourra s'imposer via la démocratie, car elle contient les chaînes qui le tiennent ligoté à cette société.

Publié dans Agencia de Prensa Proletaria - Chili

Celui qui reste assis, dans l'attente que survienne le changement, qui se contente de pleurer ses morts et ne voit d'autre moment pour lutter que la jeunesse, est condamné à être complice de la mort de nos camarades et du maintien de ce macabre système.

Notre rôle actif dans cette guerre consiste à maintenir un état de conflit constant, pas seulement à des dates comme celle-ci (la journée du jeune combattant NDR), mais aussi à rendre ce combat irrécupérable par le réformisme et l'Etat. Nous ne le permettrons jamais. Jamais nous ne marcherons à leurs côtés, nous ne sommes pas du même côté de la barricade. Celui qui passe de l'autre côté devient notre ennemi de classe...

Notre devoir est d'envisager la révolution sociale comme seul objectif de tout affrontement, sans laisser la moindre place aux bourgeois de gauches et autres réformistes.

Pour la destruction du capital et la construction d'une humanité radicalement différente.

Jeunesse combattante
«Santiasko»
Mars 2008 - Chili

**Citations tirées de Macul con Grecia «Au-delà des barricades»
Editorial «Préciser la cible»**

Réponse à la question : «Pourquoi sortez-vous barrer les rues au nom de la lutte pour les prisonniers politiques?»

«Nous descendons dans la rue parce que les camarades ont été arrêtés dans le cadre de la lutte subversive contre les flics et l'ordre dominant qui ne fait pas de différence entre ces camarades et nous» *Martin*

«Les barrages sont érigés par solidarité envers la cause des prisonniers, même si tous n'étaient pas en accord (moi, si) avec la forme de leurs combats et leurs orientations politiques» *Manuel*

«Les prisonniers politiques ont été écroués pour s'être rebellés violemment et radicalement contre l'ordre établi. Les prisonniers incarcérés pour vols ou pour meurtre ne sont que la conséquence d'un même merdier produit par le capitalisme» *Nicolás*

«La démocratie n'était pas vue comme une victoire, mais au contraire, comme le pire scénario de la défaite, où la grande majorité des Chiliens perdaient mais se sentaient gagner, et de ce fait rentraient chez eux, assister en tant que spectateurs à l'administration du pays par les nouvelles sphères politiques. Il n'y a pas d'autre choix, le capitalisme ne se réforme pas, il se détruit ; il est hors de question de l'humaniser ou de co-exister pacifiquement avec lui» *Mario*

«Nous proposons tous des choses similaires : abolition du travail, abolition de l'Etat et de ses appareils, abolition de l'argent, abolition de la marchandisation du sol, abolition de la propriété privée, une société sans classes... Ce sera la fin de la division sociale et technique du travail» *Antonio*

«Le capitalisme ne s'écroulera pas parce qu'un seul pays le rejette, ce doit être une question globale» *Nicolas*

«Autoritaires ? Pourquoi ? Ce à quoi nous aspirons n'est pas d'imposer notre dessein à tout le monde, mais plutôt que ce monde, ou plutôt le monde exploité, prenne réellement conscience que ses problèmes ne sont pas naturels, parce qu'ils sont engendrés par une autre classe, et qu'il est impérativement nécessaire qu'il prenne le contrôle de sa destinée» *Martin*

«Il y a là une manipulation grossière des concepts, parce qu'il semblerait qu'à présent, ce soit moi l'autoritaire et le fasciste, parce que j'aspire à un monde sans classes sociales, sans capitalisme, sans oppresseurs ni opprimés. C'est moi le fasciste, parce que j'admets que ceci est une guerre qui s'aggraverait dans le futur et que l'affrontement tournerait au bain de sang et ferait des victimes. C'est lamentable, mais c'est ainsi ; je ne crois pas en une révolution en gants blancs. Je ne crois pas au pluralisme hippie qui laisse vivre et s'exprimer ceux qui, dans l'histoire, ont tué, exploité et soumis d'autres êtres humains. Un processus révolutionnaire ne peut pas accepter ceux qui ont vécu de la misère des autres, ceux qui ont imposé à la majorité une vie précaire pendant qu'eux, la minorité, se prélassent en été sur le lac Caburga. Alors que les uns vivent entassés dans une seule pièce, d'autres disposent d'une piste d'hélicoptère privée. Oh oui, je serai autoritaire, je ne laisserai plus jamais à ces porcs de bourgeois l'occasion d'exploiter qui que ce soit !!!» *Pablo*

«La plus grande réussite de ces années d'actions dans la rue, c'est qu'il y a encore des gens qui y descendent et que la répression n'a pas pu éliminer le mouvement» *Antonio*

«Si je suis contre les flics c'est parce qu'ils ont été dressés pour protéger les intérêts économiques d'une certaine classe sociale, qui se fout du reste du monde dans la mesure où celui-ci ne se révolte pas. Les flics sont une des expressions répressives d'un système qui réprime de différentes manières. Aussi, je ne peux pas baser mon combat uniquement sur une opposition aux flics, je dois être véritablement radical et aller au cœur du problème, qui est le système social qui engendre non seulement les flics, mais aussi l'inégalité et la misère» *Pablo*

**NE NOUS Y TROMPONS PAS:
TOUTES NOS PROTESTATIONS
SONT VIOLENTES,
Y COMPRIS CELLES QUI SONT
«PACIFIQUES».**

Chaque arrêt de travail, occupation, assemblée ou marche est un acte de violence contre la normalité capitaliste, contre la passivité et l'obéissance, contre l'Etat et la propriété. Cette violence, nous n'en avons pas pris l'initiative mais nous devons la mener à son terme si nous voulons cesser de vivre comme des esclaves. À partir de maintenant, tout recul sera une défaite. La seule manière d'avancer, c'est faire en sorte que les puissants bouffent leur propre merde. La bourgeoisie parie toujours sur la division des exploités, elle manœuvre pour que chaque secteur mette en avant ses propres exigences et oublie celles des autres. De la sorte, les étudiants ne luttent que pour leurs propres revendications, les travailleurs pour les leurs et les habitants des quartiers pauvres font de même. Cette capacité à nous diviser est la meilleure arme de nos ennemis : c'est en cela que consiste la violence qu'ils nous opposent. Mais notre réalité est une : nous sommes une seule et même classe. L'étudiant est condamné à devenir travailleur, le travailleur est un esclave salarié et par conséquent, il est aussi contraint de lutter ; c'est pour cela qu'il est vital de comprendre la lutte comme étant une, et une seule. C'est pour cela que le pire coup à porter contre l'Etat et aux classes dominantes sera de briser ces faux murs qui entretiennent cette fausse désunion.

**Tract anonyme
diffusé lors d'occupations
et d'affrontements**

Le prolétariat, au cours de son histoire et de ses luttes, s'est identifié –à différents moments de son combat- sous de nombreux noms: ludisme, communisme, anarchisme, conseillisme, pour ne mentionner que ceux-là. Ce qui importe est le but qu'il a assigné à son action, la destruction de la société de classe, et non l'usage que les bourgeois, incapables d'inventer quoi que ce soit par eux-mêmes, ont fait de ces concepts en se les appropriant. Pour rompre avec la société de classe bourgeoise, le prolétariat devra d'abord rompre avec tout le cortège de faux critiques, dont les positions complaisantes cachées sous des oripeaux de radicalité ne font qu'assurer la domination bourgeoise.

**Publié dans Agencia de Prensa
Proletaria - Chili**



Les techniques légales et les procédures policières qui établissent si une personne est coupable ou innocente font partie de la culture du pouvoir. Pour les révolutionnaires, les procédures qui se présentent comme des «évidences» logiques n'ont pas la moindre valeur. C'est à leur propre conscience révolutionnaire qu'ils doivent se référer, et non à l'«évidence» d'une situation orchestrée par un ennemi qui fait et défait les règles du jeu selon son bon plaisir. Pour les «démocrates», au contraire, il y a une nette différence entre être coupable et innocent. Coupable est celui qui a enfreint la loi de façon univoque, qui a été jugé et condamné selon celle-ci. Au contraire, innocents sont ceux qui n'ont pas fait ce dont on les a accusés. Vu qu'une occupation n'en finit pas avec la propriété privée, puisque le capitalisme ne se détruit pas via des maisons, des régions ou des pays particuliers, il est entendu que nous ne serons pas libres tant que nous ne le seront pas tous. Nous nous reconnaissons comme des êtres critiques face à cette réalité d'oppression, à laquelle nous opposons le dépassement de la société de classes et la subversion de ses rapports sociaux, parce que nous savons que cette situation n'a pas toujours été ce qu'elle est, et il est clair que nous, les opprimés, sommes ceux qui avons le pouvoir de changer notre réalité.

**Bibliothèque populaire
Sacco et Vanzetti - 2007**

Nous ne nous lasserons pas de dire –comme nous l'avons fait en juillet 2004 après la mort des mineurs de charbon de Río Turbio Argentina- qu'ils sont tous des martyrs du mouvement ouvrier mondial, victimes à chaque fois de l'insatiable soif de profits du patronat, qui, comme en cette occasion, et comme cela arrive quotidiennement sous le système capitaliste-impérialiste, est le bourreau de nos camarades assassinés.

Malgré cela, nous les mineurs et les ouvriers intérimaires de El Teniente, avons pu à nouveau nager à contre-courant, et avec l'arrêt de travail spontané du 1er mars, nous avons fait sentir notre mécontentement, notre haine de classe et notre courage.

Face à la passivité et à l'inaction de la bureaucratie syndicale de la CUT –qui pendant ce temps s'acquitait avec Lagos, son président Arturo Martinez n'ayant de mots que pour louer les «avancées pour les travailleurs» accomplies sous ce gouvernement-, nous avons opposé l'action directe.

L'arrêt de travail des mineurs mexicains le 28 février, et le nôtre le 1er mars, pour nos camarades morts dans les deux pays, mettent sur la table, comme une condition au triomphe des exigences ouvrières, la coordination, continentale et mondiale, des travailleurs. Le patronat, les monopoles impérialistes qui nous surexploitent, ont des intérêts particuliers dans chaque pays, là où ils installent leurs négoce. La classe ouvrière, en revanche, a un seul et même intérêt quel que soit le pays, un seul et même ennemi, un seul et même combat à livrer: lutter contre les exploiters pour en finir avec l'exploitation.

Vive la lutte des ouvriers mineurs de El Teniente, du Mexique et de toute l'Amérique! Pour une lutte coordinatrice au niveau mondial, pour le châtiment des patrons et gouvernements assassins de mineurs!

Assumons cet engagement pour nos camarades José Ramírez et Arnoldo Mendoza!

**Extraits d'une déclaration
des mineurs de El Teniente
Bulletin N°1 du «Mouvement des
travailleurs intérimaires» de El Teniente**

Nous avons reçu et nous publions

L'article que nous reproduisons ci-dessous est une traduction d'un texte publié dans le journal « Libertad ! » (publication du Grupo Anarquista Libertad, en Argentine) n° 40, janvier-février 2007. Il nous semble important de le reproduire tant pour l'importante et profonde critique de fond et à contre-courant de la démocratie (sans guillemets), mais aussi parce qu'il rend compte de ce qui s'est déroulé en Argentine et explique la baisse de niveau de la lutte autonome du prolétariat. La dénonciation de toutes les forces et mécanismes qui contribuent à ce processus de cooptation étatique des structures et militants ayant surgi des luttes prolétariennes est une tâche fondamentale des révolutionnaires.

La réconciliation démocratique

La démocratie régnante est le triomphe de la dictature. Et il faut bien dire que le mot démocratie n'a nullement besoin de guillemets, ni de qualificatifs qui insistent sur sa supposée fausseté parce que bourgeoise, représentative ou imparfaite. Son édénique origine athénienne n'a pas été corrompue, ni sa finalité sociale trahie. Ceci est véritablement la démocratie parce qu'au-delà de ses mutations dans le temps et l'espace, son caractère reste identique : la servitude volontaire, la participation des opprimés à la construction de leur propre prison. Bien sûr qu'elle n'est pas parfaite, comme certains le déplorent ; elle contient des erreurs, grâce à Dieu...

La dictature n'est pas une erreur de la démocratie. Elle est toujours gardée à portée de main, calée derrière la ceinture de celle-ci, prête à être dégainée quand les canaux de dialogue entre la société et l'Etat -c'est-à-dire, la politique- ne suffisent plus à maintenir l'ordre. Elle sort alors des casernes pour formater la démocratie, extraire les écueils de son processus normal, la servitude volontaire.

Le processus précédent de réorganisation de la démocratie, c'est-à-dire la dictature, c'est-à-dire l'extermination systématique des opposants qui menacèrent l'extermination systématique normale perpétrée par la bourgeoisie, a atteint ses objectifs. Des objectifs que les forces militaires s'étaient vus dans des délais plus ou moins précisés à l'avance. En Argentine, le retour à la démocratie s'est vu précipité parce que les dirigeants militaires ont excédé leur fonction d'extermination interne pour s'aventurer au hasard dans la guerre des Malouines. Par contre, au Chili, la recanalisation démocratique n'a pas été négociée avec

l'opposition tolérée, mais elle fut le fruit des mécanismes institutionnels que la direction militaire avait elle-même créés.

Le triomphe de la démocratie -c'est-à-dire, de la dictature- dépend de sa légitimation comme ordre social ; celle-ci reposant aussi bien sur l'acceptation d'utopie améliorable que sur celle du moindre mal préférable. Mais par-dessus tout, la mentalité qui traverse les différentes acceptions et qui constitue le pilier de la légitimation de la démocratie est la réclamation de la mise en accusation de ceux qui ont directement mis en œuvre l'extermination.

La réconciliation nationale réclamée par les secteurs réactionnaires, et repoussée par la gauche, est menée précisément en mettant en avant la légalité et l'Etat, avec la police, la prison, les juges et toutes les institutions répressives comme les garants du respect humain. La réconciliation de l'Etat avec la société est le principal résultat de ces réclamations et de la mise en marche de son auto-épuration conforme aux exigences actuelles. Cela n'a pas été sans contradictions. A la fin des années 80, les premières tentatives n'ont pas pu accumuler suffisamment de force civique et médiatique et l'épuration étatique n'est pas allée bien loin. Les secteurs agissants du Proceso¹ ont progressivement perdu leur capacité de résistance, d'une part, à cause du consensus démocratique croissant qui montrait qu'ils étaient dépassés et inutiles et, d'autre part, à cause des plaintes du mouvement pour les droits de l'homme qui trouvèrent un écho dans les couches moyennes et hautes de la société. Ceci favorisa, dans le cadre d'un courant international qui réaffirme le caractère absolu de la Loi et lui donne le dessus par rapport

aux relativités nationales, le déplacement de ces éléments usés vers les espaces physiques du résidu social, c'est-à-dire la prison, et leur utilisation comme stigmate de l'irrationalité et du caractère ex abrupto de l'Etat dans l'imaginaire collectif.

Les morts et les disparus représentaient la part visible et manifeste du Proceso tandis que la peur, qui était ancrée plus profondément dans la conscience collective, a poussé toute une génération sociale à se réfugier auprès de leurs bourreaux, ceux-là mêmes qui hier ont massacré 30.000 personnes. Les centres de détention légaux sont alors brandis en réponse à ceux qui n'étaient pas sanctionnés par la Constitution. La prison, la même torture que l'on exhibait sous forme de supplice dans les rues il y a des siècles et qui est aujourd'hui dissimulée dans l'ombre et le ciment, est légitimée comme dispensatrice de ce qui est humainement juste, et le juge et le maton en deviennent les garants fondamentaux.

Une fois « pardonnés et oubliés » les « responsables intellectuels », les bénéficiaires de la dictature -la bourgeoisie- renient les tactiques employées dans le passé et se débarrassent de leurs vieux chiens. Ceux-ci courent toujours, bien dressés, se méfiant de leurs maîtres qui ne furent pas aussi loyaux qu'eux...

Les forces de l'ordre, une fois accomplies leur fonction d'instaurer la démocratie, sont maintenant appelées à se réorganiser en accord avec les exigences de la légalité. Les éléments régressifs et réticents sont lavés ou mis en accusation en partant de cette exigence qui

1- «El Proceso de Reorganización Nacional» est le nom que se sont donnés les militaires au pouvoir en Argentine.

est légitimée comme légalité protectrice et garante de l'humanité. Les éléments directement affectés résistent en insistant sur l'importance pour la sécurité de l'Etat de la fonction qu'ils ont assurée. Ecartés par l'Etat qui cherche à les remplacer par une nouvelle génération en accord avec les fonctionnalités conjoncturelles, ils évoluent dans les limites de la légitimité que celui-ci redé•nit aujourd'hui, soutenu par les mouvements qui, historiquement, ont réclamé son actualisation.

Dans les cas de Julio López et Luis Gerez -ce dernier étant complètement of•cialisé et serviteur inconditionnel du

parti au pouvoir-, le gouvernement s'est mis à la tête des réclamations de ces mouvements. Tout comme hier, l'Etat s'est approprié la vie de milliers de personnes, tout comme hier, il s'est approprié des enfants de disparus, aujourd'hui, l'appropriation des disparus par l'Etat est de les revendiquer après les avoir torturés, les porter aux nues après les avoir jetés depuis des avions, les réhabiliter après les avoir électrocutés et les avoir étouffés... Le pouvoir s'est érigé en piétinant les corps et il cherche aujourd'hui à se revêtir de la lutte qu'une génération de jeunes a offerte. Muets, muselés dans

les fosses, sous les eaux, dans le ciment des colonnes ; l'assassin s'érige en porte-parole de ses victimes et s'approprie du droit de vengeance, faisant du sadisme sa justice.

Une telle appropriation n'est possible qu'avec cette réconciliation sociale, le résultat d'une progressive reddition de « tout ».



A.G.

Grupo Anarquista Libertad
www.geocities.com/grupo_libertad
publicación_libertad@yahoo.com.ar

Nous avons reçu et nous publions

Nous reproduisons ici la traduction d'un article paru dans Il Manifesto (du 5 avril 2006) eu égard à l'intérêt des faits relatés: le prolétariat descend dans la rue pour dénoncer par l'action directe comment l'Etat crache autant sur les prolétaires morts que sur les vivants. Précisons que la terminologie aclassiste utilisée, de même que les positions et le point de vue ne sont pas les nôtres.

Hallabja en révolte contre Talabani

Le 16 mars, la commémoration des victimes d'Hallabja (5000 Kurdes morts horriblement lorsque Saddam expérimenta sur eux les armes chimiques achetées notamment en Occident) a été subitement annulée après que des centaines de personnes, jeunes, femmes, enfants, bergers, aient spontanément manifesté contre la situation des « vivants ». Parmi les revendications les plus hurlées par la foule en colère il y avait « célébrer les morts en faisant quelque chose pour les vivants ».

Loin d'être le paradis paci•é que décrivent les Américains, le Kurdistan irakien est une zone exsangue. L'eau, la lumière, le gaz manquent, disent les manifestants. Le pain manque. La rage des Kurdes s'est traduite par l'attaque du monument qui rappelle les morts d'Hallabja. « Nos morts » comme le criaient les manifestants. La réaction des forces du gouvernement a été violente. Il y a eu des blessés et la police kurde a tiré (un manifestant

est mort et plusieurs ont été blessés) et arrêté une 40^{aine} de manifestants. 28 sont encore en prison et samedi dernier une manifestation d'étudiants demandant la libération des personnes arrêtées a été lourdement réprimée. Le 16 mars, le leader régional du PUK, Shahu Mahamed Said, a pris la parole devant la foule déjà tendue. Il n'a jamais •ni son discours car les manifestants ont mis le feu à tout ce qu'ils avaient sous la main dans le petit musée, y compris les photos des victimes. Une manifestation dure que les leaders du PUK (qui gouverne la région) ont cherché à liquider en disant qu'elle était « orchestrée par des islamistes ». Mais les calicots des femmes racontaient une autre histoire. « Les victimes d'Hallabja, symbole kurde, attendent toujours la reconstruction » disait l'un d'eux. La foule hurlait « azadi, azadi », liberté.

Le 16 mars, la manifestation comptait au moins 70.000 personnes parmi lesquelles des parents de victimes.

Le gouvernement régional du Kurdistan (ayant pour président Massoud Barzani et pour premier ministre son •ls) mais également le président d'Irak, Jalal Talabani, (qui comme Barzani était absent le jour de la commémoration) sont accusés d'avoir oublié les Kurdes morts, et surtout les vivants.

La réponse du gouvernement régional a été la main de fer. Certains manifestants ont déclaré que « chaque fois qu'on critique le gouvernement régional, il répond en accusant une 'main étrangère' qui serait derrière les critiques ». Du reste, le fait que les critiques ne plaisent pas aux leaders kurdes est prouvé également par la persécution contre les intellectuels. Après 18 mois de prison (et grâce à une campagne internationale) l'écrivain Sayid Quadir, emprisonné pour avoir écrit des articles accusant les leaders kurdes de corruption, a été libéré (pardonné par le •ls de Barzani, Nirchiran).

- PETITE BALADE SOUS LE SOLEIL NOIR DU CAPITAL
- LUTTE DE CLASSES EN GUINÉE CONAKRY
- FRANCE: PRINTEMPS 2006
NE TREMBLONS PAS POUR L'AVENIR...FAISONS-LE TREMBLER!
- TRACT DIFFUSÉ AU CHILI (MAI 2006)
- GUERRE DE CLASSE À OAXACA (MARS 2007)
- CITOYEN, TU ES DÉJÀ MORT!

- EDITORIAL SUR LE PROGRÈS
- CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES LUTTES ACTUELLES
- QUELLE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL?
- "ILS NOUS PARLENT DE PAIX...
ILS NOUS FONT LA GUERRE!" TRACTS DU GCI



- PROLÉTAIRE MOI?
- CONTRIBUTION À LA DÉFINITION DU PROLÉTARIAT (1^{ÈRE} PARTIE)
- TREMBLEMENT DE TERRE ET CAPITALISME
- LA RÉCONCILIATION DÉMOCRATIQUE
- GUERRE DE CLASSE À OAXACA (MARS 2007)
- LUTTES PROLÉTAIRIENNES EN GUINÉE CONAKRY
- CITOYEN, TU ES DÉJÀ MORT!
- A PROPOS DES ASSASSINS, DES TERRORISTES
ET DES SUICIDES



- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- L'ÉCONOMIE EST EN CRISE... QU'ELLE CRÈVE!
- CRÈVE LA REPRISÉ!
- UNE POSITION INVARIANTE DES COMMUNISTES:
A BAS LE TRAVAIL !
- A PROPOS DE L'APOLOGIE DU TRAVAIL
- A MOTS D'ORDRES ÉTRANGERS AU PROLÉTARIAT,
CONSCIENCE OUVRIÈRE ALIÉNÉE.



- GUERRE OU RÉVOLUTION
- VOYAGE EN IRAQ
- LUTTE DE CLASSE EN IRAQ – INTERVIEW D'UN VÉTÉRAN
- IRAQ – CHRONOLOGIE DE LA LUTTE DE CLASSE AU 20^{ème} SIÈCLE
- ACTION DIRECTE ET INTERNATIONALISME
- CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE :

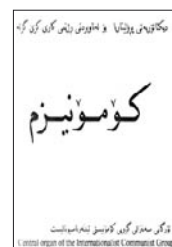
LA SEULE ALTERNATIVE C'EST LA GUERRE CONTRE LE CAPITAL



- TENTATIVES BOURGEOISES DE CANALISATION DES LUTTES PROLÉTAIRIENNES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ET LUTTE INVARIANTE POUR LA RUPTURE PROLÉTAIRIENNE
- GÈNES 2001: LE TERRORISME DÉMOCRATIQUE EN PLEINE ACTION
- PROLÉTAIRES DE TOUS PAYS: LA LUTTE DE CLASSE EN ALGÉRIE EST LA NÔTRE!
- UN BON CITOYEN



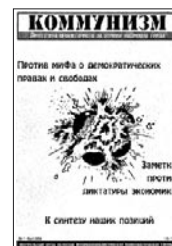
- LE CAPITALISME À L'ŒUVRE: DRESDE 1945
- INVARIANCE DES POSITIONS DES RÉVOLUTIONNAIRES
- CONTRE LA GUERRE: LA SIGNIFICATION DU DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE
- DIVERS TRACS RECUS: ITALIE, ARGENTINE



- INVARIANCE DE POSITION DES RÉVOLUTIONNAIRES FACE À LA GUERRE - LA SIGNIFICATION DU DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE
- TRACTS:
 - 1) NOTRE LUTTE N'EST PAS UNIQUEMENT CONTRE LES FORCES AMÉRICAINES MAIS CONTRE LES FORCES PATRIOTIQUES, RELIGIEUSES, ETC. ET CONTRE LE GOUVERNEMENT IRAKIEN
 - 2) NI L'IRAK, NI LES ETATS UNIS, À BAS TOUS LES ETATS!
 - 3) À BAS LA GUERRE!
 - 4) LE MODE DE VIE DU CAPITAL, C'EST LA GUERRE SOCIALE
- LA GUERRE C'EST DU BUSINESS



- DE QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS QUI SECOUENT ACTUELLEMENT L'IRAK
- LA CATASTROPHE CAPITALISTE
- LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE
- TOTALITÉ ET GUERRE IMPÉRIALISTE



- PRÉSENTATION DU GROUPE - PRÉSENTATION DE LA REVUE
- CONTRE LE MYTHE DES DROITS ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- VERS UNE SYNTHÈSE DE NOS POSITIONS + DIFFÉRENTS TRACTS



- QUI SOMMES-NOUS?
- QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS QUI SECOUENT ACTUELLEMENT L'IRAK
- NOTES ADDITIONNELLES SUR L'INSURRECTION EN IRAK EN MARS 1991
- POSITION INVARIANTE DES RÉVOLUTIONNAIRES SUR LA GUERRE: INVARIANCE DU DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE
- A PROPOS DE L'APOLOGIE DU TRAVAIL
- INVARIANCE DE LA POSITION DES COMMUNISTES: A BAS LE TRAVAIL!
- TRACT CONTRE LES FESTIVITÉS DU PREMIER MAI

Le GCI a informatisé
la quasi totalité
de ses revues centrales
en français, espagnol
et anglais ainsi que ses
thèses d'orientation programmatique.



On peut se procurer le CD
contenant cette compilation
pour 25 euros
(port compris)



Lisez aussi notre presse sur Internet

<http://gci-icg.org>

Si vous voulez prendre connaissance
de nos approfondissements programmatiques,
nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :

Communisme, Comunismo, Communism...

5 numéros : 20 \$ / 20 €

Il vous est également possible de prendre mieux connaissance
des positions de notre groupe en vous procurant nos

Thèses d'orientation programmatique

en français, en espagnol, en anglais ou en arabe, au prix de 4 \$ / 4 €

Les souscriptions sont à verser au
CCP 000-1292807-88 de B. Vandomme, Bruxelles - Belgique
avec la mention de la raison du versement.

Pour tout versement ne provenant pas de Belgique

IBAN: BE56000129280788

BIC: BPOTBEB1



DICTATURE DU PROLÉTARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIÉ

Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste.

Marx - «La question juive.» 1843.